**1134** (2022-2023) — N° 1 **Annexe 8**
**1135** (2022-2023) — N° 1 **Annexe 8**

# PARLEMENT WALLON

SESSION 2022-2023

14 NOVEMBRE 2022

# PROJETS DE DÉCRET

**contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2023**

**contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2023**

# EXPOSÉ PARTICULIER *

**afférent aux compétences du Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives**

5e session de la XIe législature
* Voir Doc. **1134** (2022-2023) – N° 1
Doc. **1135** (2022-2023) – Nos 1 et 1*bis*

site web : www.parlement-wallonie.be
courriel : courriel@parlement-wallonie.be

## TABLE DES MATIERES


| | | |
|---|---|---|
| I. | INTRODUCTION | 4 |
| II. | RECETTES | 5 |
| II.1. | DISPOSITIF DES RECETTES | 5 |
| II.2. | TABLEAU DES RECETTES | 10 |
| | TITRE I : Recettes Courantes | 10 |
| | Secteur I. Recettes générales non fiscales | |
| | Secteur II. Recettes générales non fiscales | |
| | Secteur III. Recettes spécifiques | |
| | TITRE II : Recettes en Capital et TITRE III : Produits d'Emprunts | 43 |
| III. | DEPENSES | 51 |
| III.1. | DISPOSITIF DES DEPENSES | 51 |
| III.2. | LISTE DES PROGRAMMES | 71 |
| III.3. | TABLEAU DES DEPENSES | 73 |
| DIVISION ORGANIQUE 02 – Dépenses de cabinet | | 73 |
| Programme 05 : Subsistance | | 73 |
| DIVISION ORGANIQUE 10 – Secrétariat général | | 78 |
| Programme 01 : Fonctionnel | | 78 |
| Programme 05 : Audits | | 81 |
| Programme 07 : Communications, archives et documentation | | 87 |
| Programme 08 : Plan de Relance de la Wallonie | | 88 |
| DIVISION ORGANIQUE 11 - Support : Personnel, Affaires juridiques, gestion mobilière et immobilière | | 90 |
| Programme 01 : Fonctionnel | | 90 |
| Programme 02 : Gestion du Personnel | | 102 |
| DIVISION ORGANIQUE 12 – SPW Digital | | 103 |
| Programme 01 : Fonctionnel | | 103 |
| Programme 22 : Equipements et Fournitures | | 107 |
| Programme 23 : Gestion immobilière et bâtiments | | 112 |
| Programme 31 : Implantation immobilière | | 119 |
| Programme 50 : Fonds budgétaire – Fonds de gestion énergétique immobilière | | 125 |
| DIVISION ORGANIQUE 14 – Mobilité et infrastructures | | 126 |
| Programme 01 : Fonctionnel | | 126 |




2

Programme 04 : Aéroports et Aérodromes régionaux 131
Programme 06 : Infrastructures sportives 153
Programme 11 : Réseau routier, autoroutier et Voies Hydrauliques – Construction et entretien du réseau 177
Programme 55 : Fonds budgétaire : Fonds pour la promotion et le développement de l'activité hippique 178
DIVISION ORGANIQUE 19 – Finances 180
Programme 01 : Fonctionnel 180
Programme 02 : Fiscalité 188
Programme 03 : Budget-Comptabilité-Trésorerie 195
Programme 04 : Gestion du Trésor 203
Programme 05 : Dettes et garanties 207
Programme 06 : Finance et Comptabilité 217
Programme 07 : Gestion de la Cellule fiscale 223
IV. UNITE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE 228
IV.1. SOWAER (MD) 228
IV.2. SOWAER (OS) 233
IV.3. Triage Lavoir du Centre 240
ANNEXE : NOTE DE GENRE 241

# I. INTRODUCTION

**En ce qui concerne le volet des recettes**

Sur base des propositions des administrations, des chiffres fournis par le niveau Fédéral, par la Fédération Wallonie Bruxelles et des décisions du gouvernement, l'ensemble des recettes de la Région pour 2023 s'élève à 17.769.659 milliers EUR (hors produits de nouveaux emprunts qui s'élèvent à 3.236.274 milliers EUR et qui sont, pour rappel, une opération purement comptable sans impact sur le solde) dont 15.966.710 milliers EUR relèvent des compétences du Ministre du Budget et des Finances. Cette évaluation prend en compte les dernières estimations avant conclave soit fin septembre 2022.

Les impôts régionaux perçus par la Wallonie totalisent 820.026 milliers EUR tandis que les impôts régionaux perçus par le SPF Finances totalisent 2.466.078 milliers EUR.

Les moyens relevant de la 6ème réforme de l'Etat s'élèvent à 6.535.431 milliers EUR, dont 3.199.002 milliers EUR d'additionnels régionaux nets et 3.336.429 milliers EUR liés aux autres moyens transférés (dotation emploi, dotation dépenses fiscales, mécanisme de solidarité, mécanisme de transition, déduction de la participation navetteurs et de la cotisation de la responsabilisation pension).

Les recettes provenant de la dotation Ste-Emilie sont estimées à 4.658.283 milliers EUR et celles relevant de la Ste-Quentin sont estimées à 467.207 milliers EUR.

En outre, un montant de 862.019 milliers EUR est inscrit au titre de produits de refinancement d'emprunt. Pour rappel, ce montant est neutre en SEC car inscrit pour un montant équivalent dans les dépenses.

**En ce qui concerne le volet des dépenses**

Au niveau des dépenses, pour ce qui concerne les compétences de Monsieur le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives, en dehors de moyens prévus dans le cadre du Plan de Relance de la Wallonie inscrits chez le Ministre-Président, on peut relever, entre autres, les éléments suivants :

- Une enveloppe « Wallonie : Ambitions Or » qui va permettre de poursuivre le financement de la programmation pluriannuelle des investissements dans ce cadre (5 millions EUR) ;

- Les moyens nécessaires à la prise en charge des dossiers d'infrastructures sportives initiés soit en procédure classique soit dans le cadre des appels à projets ;

- Le maintien des moyens alloués à la sûreté et à la sécurité des aéroports ;

- Au niveau des départements de la Gestion mobilière et de la Gestion immobilière, une restructuration du budget, avec en l'occurrence le regroupement des trois programmes existants en un seul (DO 11 - SPW Support, Programme fonctionnel 11.01) et, conformément à la circulaire budgétaire 2022/02 portant sur l'élaboration du budget initial 2023, des regroupements d'AB. Ces regroupements font suite aux conclusions des travaux du BBZ, et plus particulièrement de l'analyse menée sur la structure budgétaire et le nombre d'adresses budgétaires que contient le budget général des dépenses des SPW.

## II. RECETTES

### II.1. DISPOSITIF DES RECETTES

#### *CHAPITRE 1er*

#### *Dispositions générales*

**Art. 1**

Pour l'année budgétaire 2023, les recettes courantes de la Wallonie sont estimées à 15.265.583 milliers d'euros, conformément au Titre I du tableau annexé au présent décret.

Justificatif

Cette disposition répond au prescrit du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

**Art. 2**

Pour l'année budgétaire 2023, les recettes en capital de la Wallonie sont estimées à 1.642.057 milliers d'euros, conformément au Titre II du tableau annexé au présent décret.

Justificatif

Cette disposition répond au prescrit du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

**Art. 3**

Pour l'année budgétaire 2023, les produits d'emprunts de la Wallonie sont estimés à 4.098.293 milliers d'euros, conformément au Titre III du tableau annexé au présent décret.

Justificatif

Cette disposition répond au prescrit du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

**Art. 4**

Les impôts et les taxes perçus au profit de la Wallonie existants au 31 décembre 2022 seront recouvrés pendant l'année 2023 d'après les lois, décrets, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

Justificatif

Il s'agit de la simple adaptation à l'année budgétaire.

**Art. 5**

§ 1er. Le Ministre du Budget est autorisé à couvrir, par des emprunts, lesquels peuvent être émis tant en Belgique qu'à l'étranger, tant en euro qu'en monnaies étrangères :

1° le financement des dépenses budgétaires non couvertes par les recettes budgétaires ;

2° le remboursement des emprunts et des obligations non encore amorties des emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères dont l'échéance finale se situe en 2023 ;

3° le remboursement par anticipation de tout ou partie d'emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels d'émission ou des conventions d'emprunt ;

4° les opérations de gestion journalières du Trésor ou les opérations de gestion financière réalisées dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris les placements nécessaires à leur bonne fin.

§ 2. Le Ministre du Budget est autorisé à convertir, avec l'accord des porteurs et aux conditions du marché, tout ou partie d'emprunts existants en emprunts du type « Billets de trésorerie à long terme » et d'en adapter l'échéance.

Justificatif

Cet article définit le cadre de la gestion de la dette.

**Art. 6**

Le Ministre du Budget est autorisé :

1° à créer des billets de trésorerie ou d'autres instruments de financement portant intérêt, à concurrence du montant des emprunts à contracter et ce aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, en euro et en monnaies étrangères ;

2° à conclure toute opération de gestion journalière du Trésor ou toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris la conclusion de conventions de placement nécessaires à leur bonne fin, dans le respect du principe de prudence ;

3° en ce qui concerne les emprunts privés émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à adapter, en accord avec les prêteurs, les conditions et termes de remboursement ;

4° en ce qui concerne les emprunts émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à conclure des opérations financières de gestion visées à l'article 8, 2°.

Justificatif

Cet article complète les dispositions de l'article 8, 2°.

**Art. 7**

Les dépenses provisoires relatives à la constitution d'actifs (emprunts publics et billets de trésorerie à long terme) et les coûts annexes ainsi que les recettes afférentes à la réalisation de ces actifs constitués, les dépenses annexes et les revenus en découlant peuvent être enregistrés sur des comptes financiers spéciaux ouverts à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1°, et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'État, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Les actifs constitués peuvent aussi être inscrits en comptes titres spéciaux ouverts au nom du Trésor wallon à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés

à l'article 6, 1° et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'État, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Justificatif

Cet article détermine les règles d'imputation budgétaire des produits d'emprunts et des opérations de trésorerie afférentes à la mise en œuvre des nouveaux produits financiers.

**Art. 8**

Le Ministre du Budget est autorisé à porter en déduction des charges d'emprunts de la Wallonie :

1° les revenus de placements de produits d'emprunts en euro effectués dans le cadre des opérations de gestion du Trésor visées à l'article 5, 1° et 2° ;

2° les revenus ou capitaux attribués à la Wallonie suite à des opérations de gestion du Trésor en matière de "swap" d'intérêts, d'arbitrages, de couvertures de risque telles que les options ou autres opérations réalisées au moyen d'emprunts de la Wallonie et aux fins d'en alléger les charges financières.

Justificatif

Cet article détermine les règles d'imputation de certains produits financiers découlant de la gestion de la trésorerie.

**Art. 11**

En cas d'absence ou d'empêchement du trésorier centralisateur ou du receveur centralisateur, le Directeur de la Direction du Financement et des Recettes ou l'Inspecteur général du Budget et de la Trésorerie sont habilités à exercer leurs fonctions de trésorier.

Justificatif

La présente disposition vise à garantir la continuité du service, une accélération du traitement des dossiers et le respect des délais de paiement en prévoyant un mécanisme de suppléance interne à l'administration.

**Art. 12**

Aux articles 6 et 9 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les termes « article(s) de base » correspondent à une adresse budgétaire.

Chaque adresse budgétaire sera composée :

- d'une période budgétaire (année budgétaire) ;
- d'un fonds (classement en crédits classiques, fonds budgétaires, section particulière, fonds de tiers, …);
- d'un centre financier qui équivaudra à la division organique ;
- d'un compte budgétaire (spécifiant la nature des dépenses et des recettes). Les positions 2 à 5 du compte budgétaire correspondent au code de la classification économique ;
- d'un domaine fonctionnel composé du numéro du programme (3 premières positions du domaine fonctionnel) suivi d'un numéro d'identification au sein du programme.

Justificatif

L'utilisation du nouveau système informatique WBFIN, outil basé sur SAP, implique la nécessité de faire évoluer certains termes. La terminologie utilisée dans l'outil SAP ne peut être modifiée étant donné qu'il

s'agit d'un outil standard, il est donc nécessaire que le budget soit aligné sur les nouveaux termes utilisés dans cet outil.

## *Chapitre 5*

## *Dispositions modifiant le code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

**Art. 21**

Dans l'article 44 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, l'alinéa 2, introduit par le décret du 13 décembre 2017, est abrogé.

Toutefois, l'article 44, alinéa 2, du même Code, introduit par le décret du 13 décembre 2017, reste applicable en présence d'une vente constatée par un acte sous seing privé qui a reçu une date certaine au sens de l'article 1328 du Code civil avant le 21 décembre 2019.

Sont sujets à restitution, les droits proportionnels perçus sur l'acte sous seing privé dont question à l'alinéa précédent, lorsque la vente est constatée par acte authentique conformément à l'article 44, alinéa 2, du même Code, introduit par le décret du 13 décembre 2017, à concurrence du différentiel entre les droits proportionnels perçus et les droits proportionnels calculés sur base de l'application de l'article 44, alinéa 2 du même Code.

**Art. 22**

Dans l'article 48 du même Code, l'alinéa 2, introduit par le décret du 13 décembre 2017, est abrogé.

Toutefois, l'article 48, alinéa 2, du même Code, introduit par le décret du 13 décembre 2017, reste applicable en présence d'une vente constatée par un acte sous seing privé qui a reçu une date certaine au sens de l'article 1328 du Code civil avant le 21 décembre 2019.

Sont sujets à restitution, les droits proportionnels perçus sur l'acte sous seing privé dont question à l'alinéa précédent, lorsque la vente est constatée par acte authentique conformément à l'article 48, alinéa 2, du même Code, introduit par le décret du 13 décembre 2017, à concurrence du différentiel entre les droits proportionnels perçus et les droits proportionnels calculés sur base de l'application de l'article 48, alinéa 2 du même Code.

Justificatif

Ces deux articles visent à supprimer le régime favorable particulier pour les ventes en viager instauré par le décret du 13 décembre 2017. Il ressort de diverses analyses que le dispositif en place comporte des lacunes techniques et juridiques, et ouvre le risque aux abus. Il apparaît compliqué de lui apporter les corrections nécessaires tout en conservant un texte praticable et accessible.

Le régime favorable est donc supprimé pour tous les actes passés à partir du 1er janvier 2020.

**Art. 23**

Dans le paragraphe 2 de l'article 5 du décret du 29 octobre 2015 portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques, les mots « un montant maximal de 43.950.000 euros » sont remplacés par les mots « un montant maximal de 56.950.000 euros ».

Justificatif

Cet article rehausse le seuil à partir duquel les recettes perçues par la Région wallonne sont affectées au fonds budgétaire en matière de routes et de voies hydrauliques. Ce faisant, il résout un problème de nature technique.

## *Chapitre 6*

## *Dispositions finales*

### Art. 24

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2023.

Justificatif

Cette disposition répond au prescrit du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

## II.2. TABLEAU DES RECETTES

### TITRE I : RECETTES COURANTES

SECTEUR I. RECETTES FISCALES

| Moyens budgétaires | Tit. | Sect. | D.O. | Article | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | FGS | En milliers EUR | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles | I | I | 19 | 36.01.40 | 93640000 | 901.002 | F | 1.052.982 | 1.014.810 | 1.096.057 | 1.324.784 | 1.377.645 |
| Droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique | I | I | 19 | 36.02.40 | 93640000 | 901.003 | F | 86.058 | 86.631 | 92.493 | 101.161 | 98.543 |
| Droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens | I | I | 19 | 36.03.40 | 93640000 | 901.004 | F | 21.925 | 22.984 | 22.479 | 25.938 | 27.987 |
| Droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles | I | I | 19 | 36.04.40 | 93640000 | 901.005 | F | 130.618 | 112.296 | 132.246 | 127.435 | 175.180 |
| Taxe de circulation sur les véhicules automobiles | I | I | 19 | 36.01.60 | 93660000 | 901.006 | F | 481.123 | 488.437 | 505.838 | 558.425 | 580.087 |
| Taxe de mise en circulation (y compris eco-malus) | I | I | 19 | 36.02.60 | 93660000 | 901.007 | F | 141.047 | 134.444 | 135.959 | 155.788 | 146.559 |
| **(A supprimer)** Taxe sur la différence d'émission de CO2 par les véhicules automobiles mis en usage par une personne physique (Malus) | I | I | 19 | 36.03.70 | 93670000 | | F | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taxes sur les logements abandonnés | I | I | 19 | 36.01.80 | 93680000 | 901.908 | F | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe sur les jeux et paris | I | I | 19 | 36.02.90 | 93690000 | 901.009 | F | 35.548 | 25.874 | 32.100 | 34.100 | 32.050 |
| Taxe sur les appareils automatiques de divertissement | I | I | 19 | 36.03.90 | 93690000 | 901.010 | F | 19.891 | 10.153 | 19.000 | 14.000 | 18.000 |
| Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées | I | I | 19 | 36.04.90 | 93690000 | 901.011 | F | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Redevance radio et télévision | I | I | 19 | 36.05.90 | 93690000 | 901.012 | F | 9.756 | 5.235 | 5.000 | 545 | 55 |
| Taxes sur les automates | I | I | 19 | 36.07.90 | 93690000 | 901.013 | F | 21.454 | 22.185 | 21.200 | 20.580 | 17.640 |
| Précompte immobilier | I | I | 19 | 37.01.20 | 93690000 | 901.014 | F | 36.640 | 38.213 | 41.566 | 41.566 | 43.275 |
| Intérêts et amendes sur impôts régionaux (article 6 §5 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 et DGO7) | I | I | 19 | 38.01.50 | 93850000 | 901.015 | F | 14.329 | 12.012 | 13.393 | 13.434 | 20.210 |
| **Totaux** | | | | | | | | **2.049.372** | **1.973.273** | **2.117.331** | **2.417.756** | **2.537.231** |

**Commentaires par article**

**Article 36.01.40 - Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, alinéa 1er, 6°).

- Montant estimé : **1.377.645 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant des droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles. Les prévisions pour 2023 ont été établies par le SPF Finances et communiquées en septembre 2022 aux entités fédérées.

- Perception trésorerie : mensuelle.

**Article 36.02.40 - Droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, alinéa 1er, 7°, a), telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions (article 5).

- Montant estimé : **98.543 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant des droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique. Les prévisions pour 2023 ont été établies par le SPF Finances et communiquées en septembre 2022 aux entités fédérées.

- Perception trésorerie : mensuelle.

**Article 36.03.40 - Droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, alinéa 1er, 7°, b), telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions (article 5).

- Montant estimé : **27.987 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant des droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens. Les prévisions pour 2023 ont été établies par le SPF Finances et communiquées en septembre 2022 aux entités fédérées.

- Perception trésorerie : mensuelle.

**Article 36.04.40 - Droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, alinéa 1er, 8°), telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions (article 5).

- Montant estimé : **175.180 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant des droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles. Les prévisions pour 2023 ont été établies par le SPF Finances et communiquées en septembre 2022 aux entités fédérées.

- Perception trésorerie : mensuelle.

**Article 36.01.60 - Taxe de circulation sur les véhicules automobiles**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - La loi spéciale du 16 janvier 1989, complétée par la loi du 23 janvier 1989, et relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, alinéa 1er, 10°), telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions (article 5);
  - Le code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (articles 3 à 42);
  - Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

- Montant estimé : **580.087 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la taxe de circulation sur les véhicules, ainsi que de la taxe complémentaire de circulation.

  Rappelons que depuis le 1er janvier 2014, ces taxes sont perçues directement par la Région wallonne.

  L'estimation 2023 initial est fondée sur les données fournies en septembre 2022 par le SPW Finances. Le montant final se décompose en plusieurs éléments dont une optimisation des flux financiers qui vise à éviter que des recettes non imputées budgétairement ne transitent trop longtemps sur les comptes non-imputateurs du SPW Finances. Par le passé, certains montants, gardés à titre préventif sur les comptes du SPW Finances (par exemple pour des remboursements, corrections) s'accumulaient sans être transférés.

  Ce montant intègre également les recettes attendues par la mise en œuvre du décret « Impôt Juste » et les premiers montants liés à la réforme du leasing.

- Perception trésorerie : hebdomadaire.

**Article 36.02.60 - Taxe de mise en circulation (y compris l'éco-malus)**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - La loi spéciale du 16 janvier 1989, complétée par la loi du 23 janvier 1989, et relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, alinéa 1er, 11°), telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions (article 5);
  - Le code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (articles 94 à 107)
  - Le décret du 5 mars 2008 portant création de l'éco-malus sur les émissions de $CO_2$ par les véhicules automobiles des personnes physiques dans le code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;
  - Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

- Montant estimé : **146.559 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la taxe de mise en circulation et de l'éco-malus.

  Rappelons que depuis le 1er janvier 2014, ces taxes sont perçues directement par la Région wallonne.

  L'estimation 2023 initial est fondée sur les données fournies en septembre 2022 par le SPW Finances. Le montant final se décompose en plusieurs éléments dont une optimisation des flux financiers qui vise à éviter que des recettes non imputées budgétairement ne transitent trop longtemps sur les comptes non-imputateurs du SPW Finances. Par le passé, certains montants, gardés à titre préventif sur les comptes du SPW Finances (par exemple pour des remboursements, corrections) s'accumulaient sans être transférés.

  Un léger fléchissement dans la perception de cette taxe est attendu, vu les incertitudes existantes liées à la crise énergétique, mais également aux délais de livraison des voitures neuves qui restent plus longs que traditionnellement.

- Perception trésorerie : hebdomadaire.

**Article 36.01.80 - Taxe sur les logements abandonnés**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne, tel que modifié) - abrogé.

- Montant estimé : **0 millier EUR**

- Cet article se rapporte au solde de recettes de la taxe sur les logements abandonnés. Compte tenu du décret du 12 mai 2005 qui prévoit l'abrogation de la taxe, les estimations ont été portées à zéro.

- Perception trésorerie : enrôlement.

**Article 36.02.90 - Taxe sur les jeux et paris**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - La loi spéciale du 16 janvier 1989, complétée par la loi du 23 janvier 1989, et relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, alinéa 1er, 1°), telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions (article 5) ;
  - Le code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (articles 43 à 75) ;
  - Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.
- Montant estimé : **32.050 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la taxe sur les jeux et paris.

Rappelons que depuis le 1er janvier 2010, cette taxe est perçue directement par la Région wallonne. Les recettes escomptées peuvent donc se répartir comme suit :

Le SPW Finances prévoit des recettes moindres pour les casinos et agences de paris (réouvertures très récentes, modification des comportements des joueurs, diminution substantielle du tourisme, contexte d'incertitude générale tant sanitaire qu'économique…).

Ces diminutions pour les casinos et les agences de paris sont partiellement compensées par l'essor des jeux en ligne.

Les recettes escomptées peuvent donc se répartir comme suit :

| | budget initial 2022 | 1er ajustement 2022 | budget initial 2023 |
|---|---|---|---|
| Les casinos | 7.000.000,00 € | 5.000.000,00 € | 5.000.000,00 € |
| Les agences de paris | 7.000.000,00 € | 5.000.000,00 € | 5.000.000,00 € |
| Les paris en ligne | 20.000.000,00 € | 22.000.000,00 € | 22.000.000,00 € |
| Les autres paris | 100.000,00 € | . 50.000,00 € | 50.000,00 € |
| | 34.100.000,00 € | 32.050.000,00 € | 32.050.000,00 € |

- Perception trésorerie : hebdomadaire.

**Article 36.03.90 - Taxe sur les appareils automatiques de divertissement**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - La loi spéciale du 16 janvier 1989, complétée par la loi du 23 janvier 1989, et relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, alinéa 1er, 2°), telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions (article 5) ;
  - Le code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (articles 76 à 93)
  - Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.
- Montant estimé **: 18.000 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement.

- Perception trésorerie : hebdomadaire.

**Article 36.04.90 - Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, al. 1er, 3°).
  - Décret du 23 novembre 2006 modifiant les dispositions légales réglementant les débits de boissons fermentées.
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Compte tenu du décret du 23 novembre 2006 précité, la taxe est abrogée.
- Perception trésorerie : mensuelle.

**Article 36.05.90 - Redevance radio et télévision**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, alinéa 1er, 9°), telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions (article 5).
  - La loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision ;
  - Décret portant diverses modifications à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, au décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, au Livre II du Code de l'Environnement, au Code des droits de succession et au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, à l'Eco-Malus et prévoyant une habilitation au Gouvernement pour codifier la législation fiscale wallonne.
  - Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.
- Montant estimé : **55 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la redevance radio et télévision.

  Vu la suppression de la redevance télévision à partir du 1er janvier 2018 (cf. les articles 19 à 21 du Décret du 13 décembre 2017 portant diverses modifications fiscales), le montant des droits constatés 2023 est ramené à zéro.

  A ce stade, nous pouvons estimer à 500.000,00 € les recettes à percevoir en matière de recouvrement en 2023.

  Un montant de 445.341,72 € (montant de l'exécution 2021) est estimé pour des annulations sur des recettes déjà perçues et versées au trésorier centralisateur. Ce montant doit être retranché des nouvelles recettes escomptées.

  Le mécanisme du fonds de restitution prévoit que ces annulations doivent soit être remboursées aux contribuables, soit être réimputées sur d'autres créances toujours ouvertes pour ces mêmes contribuables.

  En synthèse, le montant estimé total en termes de recettes à percevoir est de 54.658,28 € (= 500.000,00 € - 445.341,72 €)
- Perception trésorerie : indéterminée.

**Article 36.07.90 - Taxe sur les automates**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Décret du 27 novembre 1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne.
  - Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales diverses.

- Montant estimé : **17.640 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la taxe sur les automates.

  En dépit de la forte indexation prévue pour l'exercice 2023, il est proposé une baisse budgétaire par rapport aux années précédentes. Ceci se justifie pour deux raisons :

  - Tout d'abord, les distributeurs bancaires constituant 75 % des recettes ont vu leur nombre diminuer de manière significative. Cette tendance à la baisse correspond à une volonté du secteur et se poursuivra en 2023.
  - Ensuite, les stations de carburants qui ont toujours été sujettes à des fluctuations. Le rendement de cette taxe est étroitement lié à la santé économique du tissu wallon et à la mobilité des citoyens.

  Au vu de ce qui précède et du contexte économique incertain dans lequel nous évoluons actuellement, il est raisonnable de fixer les prévisions budgétaires à un montant de 18.000 milliers EUR.

  D'expérience à la vue des taux de dégrèvements et d'irrécouvrables de l'ordre de 1% chacun, les perceptions espérées sont corrigées et ramenées à 17.640 milliers EUR (soit 18.000.000,00 € x 98%).

- Perception trésorerie : hebdomadaire.

**Article 37.01.20 - Précompte immobilier**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, al. 1er, 5°).
- Montant estimé : **43.275 milliers EUR**

- Cet article se rapporte au précompte immobilier perçu sur les entreprises et les ménages. Rappelons que depuis le 1er janvier 2021, cette taxe est perçue directement par la Région wallonne. Le montant est estimé sur base de la prise en compte d'une indexation de 8% du RC.

- Perception trésorerie : mensuelle.

**Article 38.01.50 - Intérêts et amendes sur impôts régionaux**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 4), telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions (article 6).
  - Le code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;
  - La loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision ;
  - Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.
- Montant estimé : **20.210 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant des intérêts de retard, de la charge des intérêts moratoires ainsi que de l'attribution des amendes fiscales sur les impôts régionaux.

  Le montant se décompose comme suit :
  - Intérêts et amendes sur droits d'enregistrement et de succession :18.510 milliers d'euros ;
  - Intérêts et amendes sur PKM : 1.700 milliers d'euros.

- Perception trésorerie : indéterminée.

SECTEUR II. RECETTES GENERALES NON FISCALES

| Moyens budgétaires | Tit. | Sect. | D.O. | Article | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | FGS | En milliers EUR | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| (Modifié) Récupération de sommes en relation avec les dépenses de matériel et de services exposées pour le fonctionnement des administrations, y compris le produit de la vente des biens désaffectés | I | II | 11 | 16.03.12 | 91612000 | 901.028 | G | 3 | 1.683 | 0 | 500 | 500 |
| (Modifié) Produit de la vente de biens non durables et de services | I | II | 11 | 16.04.12 | 91612000 | 901.029 | G | 157 | 149 | 50 | 100 | 100 |
| (Modifié) Recettes courantes découlant de la gestion du patrimoine régional | I | II | 11 | 16.05.12 | 91612000 | 901.030 | G | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| (Modifié) Produits de la location de biens non spécifiques | I | II | 11 | 16.06.12 | 91612000 | 901.031 | G | 434 | 692 | 500 | 500 | 500 |
| (Modifié) Amendes et pénalités perçues dans le cadre de l'exécution des marchés publics | I | II | 11 | 38.01.10 | 93810000 | 901.208 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers | I | II | 19 | 06.01.00 | 90600000 | 901.150 | G | 21.229 | 16.129 | 14.725 | 10.000 | 16.000 |
| Recettes relatives au personnel FWB de la nouvelle CIF | I | II | 19 | 11.01.11 | 91111000 | 901.026 | G | 0 | 275 | 260 | 260 | 233 |
| Produits divers | I | II | 19 | 12.02.11 | 91211000 | 901.153 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement en provenance du secteur des administrations publiques | I | II | 19 | 12.01.21 | 91221000 | 901.195 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Ventes de biens non durables et des services aux entreprises - Analyses mycologiques | I | II | 19 | 16.01.11 | 91611000 | 901.155 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers – vente en seconde main de petit matériel aux entreprises | I | II | 19 | 16.02.11 | 91611000 | 901.197 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Ventes dans les cafétarias | I | II | 19 | 16.01.12 | 91612000 | 901.147 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Ventes de biens non durables et des services aux ASBL au service des ménages - Analyses mycologiques | I | II | 19 | 16.02.12 | 91612000 | 901.154 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Ventes de biens non durables et des services aux ASBL au service des ménages - Guichets de navigation | I | II | 19 | 16.03.12 | 91612000 | 901.161 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Ventes de biens non durables et des services à l'intérieur du secteur des administrations publiques - Analyses mycologiques | I | II | 19 | 16.01.20 | 91620000 | 901.156 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produit des opérations d'excédents d'émissions d'emprunts | I | II | 19 | 21.01.10 | 92110000 | 901.032 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Intérêts de placements | I | II | 19 | 26.01.10 | 92610000 | 901.033 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement de sommes indûment payées - Entreprises | I | II | 19 | 31.01.32 | 93132000 | 901.025 | G | 1.215 | 3.374 | 8.000 | 13.000 | 13.000 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Remboursement de sommes indûment payées - ASBL au service des ménages | I | II | 19 | 33.01.00 | 93300000 | 901.162 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement de sommes indûment payées - Ménages | I | II | 19 | 34.01.41 | 93441000 | 901.163 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Taxes et impôts indirects divers | I | II | 19 | 36.01.90 | 93690000 | 901.152 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Impôts directs divers | I | II | 19 | 37.01.20 | 93720000 | 901.151 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement des cautions et produits des cautions après faillite | I | II | 19 | 38.01.10 | 93810000 | 901.034 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 |
| Produit des retenues et des pénalités pour retard appliquées à des adjudicataires | I | II | 19 | 38.02.10 | 93810000 | 901.035 | G | 122 | 84 | 50 | 50 | 50 |
| Récupération des créances contentieuses | I | II | 19 | 38.03.10 | 93810000 | 901.036 | G | 1.420 | 1.631 | 600 | 600 | 600 |
| Produits divers - Divers transferts de revenus des entreprises | I | II | 19 | 38.04.10 | 93810000 | 901.024 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Produits de cautions diverses | I | II | 19 | 38.05.10 | 93810000 | 901.148 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Transferts de revenus des entreprises - Amendes CWATUP aux entreprises | I | II | 19 | 38.06.10 | 93810000 | 901.157 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Transferts de revenus des entreprises - Garanties agricoles | I | II | 19 | 38.07.10 | 93810000 | 901.159 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers – Amendes et pénalités dues par les entreprises | I | II | 19 | 38.08.10 | 93810000 | 901.198 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres transferts de revenus des entreprises – Sociétés d'assurance | I | II | 19 | 38.01.30 | 93830000 | 901.196 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Divers transferts de revenus des ménages | I | II | 19 | 38.01.50 | 93850000 | 901.146 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Transferts de revenus des ménages - Amendes CWATUP aux ménages | I | II | 19 | 38.02.50 | 93850000 | 901.158 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Transferts de revenus des ménages - Garanties agricoles | I | II | 19 | 38.03.50 | 93850000 | 901.160 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers – Amendes et pénalités dues par les ménages | I | II | 19 | 38.04.50 | 93850000 | 901.199 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| (Nouveau) Remboursement de sommes indûment payées – Secteur public | I | II | 19 | 43.01.22 | 94322000 | 901.202 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement de sommes indûment payées - OPW | I | II | 19 | 46.01.30 | 94630000 | 901.193 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits divers - Transferts de revenus à l'intérieur d'un groupe institutionnel | I | II | 19 | 46.01.40 | 94640000 | 901.175 | G | 0 | 0 | 0 | 3.100 | 11.500 |
| Remboursement de sommes indument payées à l'intérieur du secteur des administrations publiques | I | II | 19 | 46.02.40 | 94640000 | 901.194 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes diverses - Transfert de revenus à l'intérieur du secteur des administrations publiques | I | II | 19 | 46.03.40 | 94640000 | 901.190 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes diverses - Transfert de revenus en provenance des UAP | I | II | 19 | 46.04.40 | 94640000 | 901.192 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes diverses - Transfert de revenus en provenance des pouvoirs locaux | I | II | 19 | 48.01.22 | 94822000 | 901.191 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| (**Nouveau**) Produits divers - Divers transferts de revenus du secteur public | I | II | 19 | 48.02.22 | 94822000 | 901.201 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Moyens transférés par la Communauté française | I | II | 19 | 49.02.24 | 94924000 | 901.037 | G | 367.295 | 371.861 | 373.937 | 386.920 | 467.207 |
| Moyens transférés par la Communauté française - Calcul définitif exercice antérieur | I | II | 19 | 49.04.24 | 94924000 | 901.038 | G | 2.063 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Moyens perçus de la CFWB (accords de la Sainte Emilie) | I | II | 19 | 49.06.24 | 94924000 | 901.039 | G | 3.185.352 | 3.477.926 | 3.882.716 | 3.995.153 | 4.658.283 |
| (Modifié) Dotations fédérales diverses (Groupes jeux et paris, TC/TMC, PRI, …) | I | II | 19 | 49.01.40 | 94940000 | 901.040 | G | 3.852 | 3.855 | 3.911 | 3.977 | 18.290 |
| Moyens liés aux compétences transférées | I | II | 19 | 49.03.40 | 94940000 | 901.042 | G | 1.792.657 | 1.714.066 | 2.785.799 | 2.881.946 | 3.336.429 |
| Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques - recettes d'additionnels sous réductions des dépenses fiscales liées | I | II | 19 | 49.04.40 | 94940000 | 901.043 | F | 2.634.840 | 2.520.419 | 2.548.169 | 2.695.007 | 3.199.002 |
| Dégrèvements fiscaux | I | II | 19 | 49.05.40 | 94940000 | 901.044 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes des amendes routières | I | II | 19 | 49.06.40 | 94940000 | 901.045 | G | 43.950 | 42.192 | 43.950 | 43.950 | 56.950 |
| Transfert de revenu en provenance du pouvoir Fédéral | I | II | 19 | 49.08.40 | 94940000 | 901.188 | G | | | | 110.000 | 8.000 |
| **(A supprimer)** Versement par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées | I | II | 19 | 12.01.11 | 91211000 | 901.027 | G | 2.707 | 1.246 | 2.000 | 0 | - |
| **(A supprimer)** Dotation Fédéral PRI | I | II | 19 | 49.07.40 | 94940000 | 901.136 | G | | | 4.457 | 4.533 | - |
| **TOTAUX** | | | | | | | | **8.063.850** | **8.160.470** | **9.675.790** | **10.156.485** | **11.786.694** |

Légende :
Titre : I=recettes courantes ; II=recettes de capital ; III=recettes d'emprunts
Sect : I=recettes fiscales ; II=recettes générales ; III=recettes spécifiques
Article : codification SEC (2erSEC, n° d'ordre, 3 et 4SEC)
Compte budgétaire : sous la forme de 9Code sec000
Domaine fonctionnel (affiché dans le tableau des recettes)
F.G.S.: recettes fiscales, générales et/ou spécifiques
2019-2021 : recettes imputées aux exercices de références
2022 : recettes prévues au budget 2022 (initial)
2023 : crédits évalués

**Commentaires par article**

**Article 16.03.12 - Récupération de sommes en relation avec les dépenses de matériel et de services exposées pour le fonctionnement de l'administration, y compris le produit de la vente des biens désaffectés.**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Lois spéciales de réformes institutionnelles et lois spéciales de financement des Communautés et des Régions.
  - Décret du 24 novembre 1994 portant dissolution de l'Office de la Navigation et création de l'Office de promotion des voies navigables.
- Montant estimé : **500 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant du remboursement des frais de fonctionnement et de la vente de biens désaffectés acquis sur des articles de dépenses courantes, pour le fonctionnement des administrations. L'estimation est basée sur les recettes des années antérieures.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 16.04.12 - Produits de la vente de biens non durables et de services**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Lois spéciales de réformes institutionnelles et lois spéciales de financement des Communautés et des Régions.
- Montant estimé : **100 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la vente de biens non durables et de la vente de services à des tiers. L'estimation est basée sur les recettes des années antérieures.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 16.05.12 - Recettes courantes découlant de la gestion du patrimoine régional**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Aucune recette n'est attendue.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 16.06.12 - Produits de la location de biens non spécifiques**

- Base légale, décrétale ou réglementaire *:*

Lois spéciales de réformes institutionnelles et lois spéciales de financement des Communautés et des Régions.

- Montant estimé : **500 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la location de biens non spécifiques. L'estimation est basée sur les recettes des années antérieures.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 38.01.10 – (Modifié) Amendes et pénalités perçues dans le cadre de l'exécution des marchés publics**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Législation relative aux marchés publics
  - Décret budgétaire des recettes.
- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**
- Cet article est le réceptacle des recettes constituées des amendes et pénalités perçues dans le cadre des marchés publics.
- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 06.01.00 – Produits divers**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.
- Montant du crédit évalué : **16.000 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...). La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit.
- Perception trésorerie : non réglementée

**Art. 11.01.11 - Recettes relatives au personnel FWB de la nouvelle CIF**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 ainsi que par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 février 2006.
- Montant estimé : **233 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux remboursements des dépenses réalisées par la Région wallonne, pour la Cellule d'informations financières qui a intégré la cellule WBFin.

- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 12.02.11 - Produits divers**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 12.01.21 – Remboursement en provenance du secteur des administrations publiques**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant estimé : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 16.01.11 - Produits divers - Ventes de biens non durables et des services aux entreprises - Analyses mycologiques**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit.

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 16.02.11 - Produits divers – vente en seconde main de petit matériel aux entreprises**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit.

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 16.01.12 - Produits divers - Ventes dans les cafétarias**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit.

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 16.02.12 - Produits divers - Ventes de biens non durables et des services aux ASBL au service des ménages - Analyses mycologiques**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit.

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 16.03.12 - Produits divers - Ventes de biens non durables et des services aux ASBL au service des ménages - Guichets de navigation**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.
- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**
- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit.
- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 16.01.20 - Produits divers - Ventes de biens non durables et des services à l'intérieur du secteur des administrations publiques - Analyses mycologiques**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.
- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**
- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit.
- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 21.01.10 - Produits des opérations d'excédents d'émissions d'emprunt**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 26.01.10 - Intérêts de placements**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.
- Montant estimé : **0 millier EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant des intérêts de placement réalisés par la Région.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 31.01.32 – Remboursements de sommes indûment payées - Entreprises**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Code civil (articles 1376 et 1377).
- Montant estimé : **13.000 milliers EUR**
- Il s'agit d'un article modifié pour se conformer aux codifications SEC. Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements excédentaires et non visés par un article spécifique. L'estimation est basée sur les recettes des années antérieures ainsi que sur une efficacité accrue en matière de politique de contrôle.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 33.01.00 – Remboursement de sommes indûment payées - ASBL au service des ménages**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Code civil (articles 1376 et 1377).
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Il s'agit d'un article permettant de se conformer aux codifications SEC. Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements excédentaires et non visés par un article spécifique.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 34.01.41 – Remboursement de sommes indûment payées - Ménages**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Code civil (articles 1376 et 1377).
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Il s'agit d'un article permettant de se conformer aux codifications SEC. Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements excédentaires et non visés par un article spécifique.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 36.01.90 - Produits divers - Taxes et impôts indirects divers**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.
- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**
- Il s'agit d'un article permettant de se conformer aux codifications SEC. Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements excédentaires et non visés par un article spécifique.
- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 37.01.20 - Produits divers - Impôts directs divers**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.
- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**
- Il s'agit d'un article permettant de se conformer aux codifications SEC. Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements excédentaires et non visés par un article spécifique.
- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 38.01.10 - Prélèvements des cautions et produits des cautions après faillite**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Lois spéciales de réformes institutionnelles et lois spéciales de financement des Communautés et des Régions.
- Montant estimé : **50 milliers EUR**

  Cet article se rapporte aux produits des prélèvements sur cautions et des cautions après faillites.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 38.02.10 - Produits des retenues et des pénalités pour retard appliqués à des adjudicataires**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Lois spéciales de réformes institutionnelles et lois spéciales de financement des Communautés et des Régions.
  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.
- Montant estimé : **50 milliers EUR**
- Cet article se rapporte au produit des retenues et des pénalités pour retard appliquées à des adjudicataires.

- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 38.03.10 - Récupération des créances contentieuses**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Lois spéciales de réformes institutionnelles et lois spéciales de financement des Communautés et des Régions.

- Montant estimé : **600 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux produits des jugements, à l'exception de ceux qui interviennent en matière de déplacements de canalisations. L'estimation est basée sur les recettes des années antérieures.

- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 38.04.10 - Produits divers - Divers transferts de revenus des entreprises**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 38.05.10 - Produits divers - Produits de cautions diverses**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 38.06.10 - Produits divers - Transferts de revenus des entreprises - Amendes CWATUP aux entreprises**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 38.07.10 – Produits divers - Transferts de revenus des entreprises - Garanties agricoles**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 38.08.10 – Produits divers – Amendes et pénalités dues par les entreprises**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 38.01.30 – Autres transferts de revenus des entreprises – Sociétés d'assurance**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 38.01.50 - Produits divers - Divers transferts de revenus des ménages**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 38.02.50 - Produits divers - Transferts de revenus des ménages - Amendes CWATUP aux ménages**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 38.03.50 - Produits divers - Transferts de revenus des ménages - Garanties agricoles**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 38.04.50 – Produits divers – Amendes et pénalités dues par les ménages**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 43.01.22 – (Nouveau) Remboursement de sommes indûment payées – Secteur public**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 46.01.30 –Remboursement de sommes indûment payées – OPW**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 46.01.40 – Produits divers - Transferts de revenus à l'intérieur d'un groupe institutionnel**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **11.500 milliers EUR**

- Cet article se rapporte à une recette provenant d'opérations de trésorerie (reversement de trésorerie de l'ISSeP pour 7.100 milliers d'euros et de l'AWEX pour 4.400 milliers d'euros).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 46.02.40 – Produits divers - Remboursement de sommes indûment payées à l'intérieur du secteur des administrations publiques**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 milliers EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 46.03.40 – Recettes diverses - Transferts de revenus à l'intérieur à l'intérieur du secteur des administrations publiques**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 milliers EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se

rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 46.04.40 – Recettes diverses - Transferts de revenus en provenance des UAP**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 milliers EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 48.01.22 – Recettes diverses - Transferts de revenus en provenance des pouvoirs locaux**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 milliers EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 48.02.22 – (Nouveau) Produits divers – Divers transferts de revenus du secteur public**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **0 milliers EUR**

- Il s'agit d'un article permettant de se conformer à la codification SEC. Les montants prévisionnels sont centralisés au sein de l'AB 06.01.00. La ventilation correcte au niveau du SEC et du compte de comptabilité générale s'effectuera lors de la constatation effective du droit. Tout comme l'AB 06.01.00, cet article se rapporte aux recettes non spécialement visées au budget des recettes (infractions en matière d'aménagement, jugements de cours et tribunaux, amendes PKM...).

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 49.02.24 - Moyens transférés par la Communauté française**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission Communautaire Française (article 7).

- Montant estimé : **467.207 milliers EUR**

- Cet article se rapporte à la dotation à verser par la Fédération Wallonie-Bruxelles à la Wallonie pour l'exercice de certaines de ses compétences visées au décret précité.

  La dotation évolue essentiellement en fonction de l'inflation, de l'évolution des salaires dans la fonction publique et de l'application des accords intra-francophones de la Saint-Boniface qui prévoyaient une réduction progressive de l'effort additionnel consenti par la Région wallonne et la Cocof en faveur de la Fédération.

- Perception trésorerie : trimestrielle.

**Article 49.04.24 - Moyens transférés par la Communauté française - Calcul définitif exercice antérieur**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission Communautaire Française (article 7, § 8).

- Montant estimé : **0 millier EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la correction des montants perçus antérieurement.

- Perception trésorerie : annuelle.

**Article 49.06.24 - Moyens perçus de la CFWB (accord de la Sainte-Emilie)**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

- Montant estimé : **4.658.283 milliers EUR**

- Cet article se rapporte au transfert des moyens liés à cette compétence transférée. Les prévisions pour 2023 ont été transmises par la Fédération Wallonie-Bruxelles avant conclave.

Ce montant s'établit sur la base du montant de la dotation de l'année 2022, adapté aux dispositions de la LSF qui prévoient une indexation à l'inflation, à un pourcentage de la croissance du PIB ou au PIB/hab selon les matières concernées.

*Ce montant se décompose dès lors comme suit :*

- FIPI : 8.065 milliers EUR (dont un décompte 2022 de 245 milliers EUR) ;
- Allocations familiales : 2.846.631 milliers EUR (dont un décompte 2022 de 91.521 milliers EUR) ;
- Soins personnes âgées : 1.476.107 milliers EUR (dont un décompte 2022 de 45.002 milliers EUR) ;
- Soins de santé et d'aide aux personnes : 282.337 milliers EUR (dont un décompte 2022 de 8.326 milliers EUR) ;
- Dotation hôpitaux : 218.525 milliers EUR (dont un décompte 2022 de 6.445 milliers EUR) ;
- Socle : - 173.380 milliers EUR (dont un décompte 2022 de -5.022 milliers EUR) ;

o Perception trésorerie : mensuelle.

**Article 49.01.40 – (Modifié) Dotations fédérales diverses (Groupes jeux et paris, TC/TMC, PRI, …)**

o Base légale, décrétale ou réglementaire :

Loi spéciale de financement du 13 juillet 2001 et loi du 8 mars 2009 fixant le prix de revient.

o Montant estimé : **18.290 milliers EUR**

o Cet article reprend, à partir du 1er janvier 2023, les divers reliquats de dotations fédérales en matières de jeux et paris, de taxes de circulation et de taxes de mise en circulation, de précompte immobilier.

Ce montant correspond au montant déterminé en prix 2002 dans la loi du 8 mars 2009 et adapté aux prévisions de l'indice des prix à la consommation 2023 du budget économique de septembre 2022.

o Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 49.03.40 - Moyens liés aux compétences transférées**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 48, 35 decies, 35 octies et nonies et article 48/1, §2, 1° à 9°, et 48/1, §4, al 1er, 65 quinquies).

- Montant estimé : **3.336.429 milliers EUR**

- Ce montant se décompose comme suit :

  - **Mécanisme de solidarité nationale (article 48) : 884.541 milliers EUR (dont 29.235 milliers EUR de décompte années antérieures)**.

    Il se rapporte au montant de solidarité nationale attribué annuellement à chaque Région dont le pourcentage dans les recettes totales de l'impôt des personnes physiques fédéral est inférieur au pourcentage dans la population du Royaume.

    Pour estimer le mécanisme de solidarité pour l'année budgétaire 2023, on se base provisoirement sur les résultats de l'exercice d'imposition 2022 et sur le nombre d'habitants au 1er janvier 2021.

    Le montant de solidarité nationale est calculé ainsi : V x (dp - dpb) x X où :

    * V = l'ensemble des montants liés à l'autonomie fiscale et des dotations réparties selon une clé fiscale aux régions ainsi que 50% de la dotation impôt des personnes physiques attribuée aux communautés ;

    * dp = part de population de la Région dans la population totale ;

    * dpb = pourcentage de la Région dans l'impôt des personnes physiques fédéral ;

    * X = facteur de compensation de l'écart qui est égal à 80 %.

  - **Article 35 decies - dotation dépenses fiscales : 642.436 milliers EUR (dont 18.241 milliers EUR de décomptes années antérieures).**

    L'article 38 decies prévoit pour financer les dépenses fiscales que les Régions reçoivent une dotation de base de 2.727.386 milliers EUR[1]. Le montant de cette dotation correspond à une estimation provisoire des dépenses fiscales pour les trois Régions pour l'exercice d'imposition 2014 (extrapolation à partir de l'exercice d'imposition 2011).

    Est intégré dans l'autonomie fiscale 40 % du montant des dépenses fiscales transférées. Pour les 60 % restant, les Régions reçoivent donc des moyens correspondant à 60 % du montant de référence définitif.

    A partir de l'année budgétaire 2016, le montant attribué pour l'année budgétaire est adapté :

    - au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation,
    - et à un pourcentage de la croissance réelle du produit intérieur brut.

    Le montant total de la dotation est réparti entre les Régions selon la part des recettes de l'impôt des personnes physiques fédéral localisé dans chaque Région.

[1] Ce montant correspond à une révision de la Cour des Comptes au 31/12/2016, conformément à la LSF.

- **<u>Article 35 octies - dotation résiduelle : 527.661 milliers EUR (dont 15.283 milliers EUR de décomptes années antérieures).</u>**

  L'article 35 octies de la Loi Spéciale de Financement (LSF) regroupe, à partir de l'année budgétaire 2015, l'ensemble des moyens supplémentaires attribués aux Régions en raison du transfert de compétences, soit par le passé (à savoir les moyens liés aux compétences transférées en 1993 et 2001), soit en exécution de l'Accord institutionnel pour la Sixième Réforme de l'État ainsi que les moyens liés aux transferts de bâtiments dans le cadre de la Réforme institutionnelle de 2001.

  Par ailleurs, un montant spécifique a été intégré dans cette dotation pour équilibrer le financement des différentes entités et respecter les principes de la réforme (et plus particulièrement le non-appauvrissement).

  Le montant total de la dotation pour les trois Régions (estimé à plus ou moins 893 millions EUR au 1er janvier 2015) se compose des moyens suivants :

  - un montant lié aux compétences transférées en 1993 et 2001. A partir du 1er janvier 2015, les moyens liés aux compétences transférées en 1993 et 2001 sont regroupés dans la dotation résiduelle. Les montants initiaux de 2016 sont estimés sur la base des mécanismes prévus dans la loi spéciale actuelle, soit 263,1 millions EUR ;
  - un montant de 625,9 millions EUR (à savoir les nouveaux moyens supplémentaires) ;
  - un montant de 5 millions EUR. Ce montant est lié aux transferts des bâtiments dans le cadre de la 5ème réforme de l'Etat. Ce montant n'est pas pris en considération pour le calcul du mécanisme de transition.

  A partir de l'année budgétaire 2016, le montant attribué pour la Région wallonne en 2015 est adapté annuellement :

  • au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation ;

  • et à un pourcentage de la croissance réelle du produit intérieur brut.

  Le pourcentage est égal à :

  • pour l'année budgétaire 2016 : 100 % ;

  • à partir de l'année budgétaire 2017 :

    - 55 % sur la partie de la croissance réelle qui ne dépasse pas 2,25% ;
    - 100 % sur la partie de la croissance réelle qui dépasse 2,25 %.

- **<u>Article 35 nonies - dotation emploi : 692.464 milliers EUR (dont 19.662 milliers EUR de décomptes années antérieures).</u>**

  L'article 35 nonies prévoit une dotation spécifique pour financer les nouvelles compétences en matière d'emploi et aussi les compétences actuelles des Régions (droits de tirage emploi).

  A partir du 1er janvier 2015, les moyens transférés aux trois Régions pour financer les compétences "emploi" se composent de la somme des montants suivants :

- 3.953.242.907 EUR : ce montant correspond aux compétences transférées dans le cadre de la 6ème réforme de l'Etat et correspond aux crédits prévus au budget de l'Etat fédéral et des institutions de la sécurité sociale pour l'année budgétaire 2013. Seuls 90% de ce montant sont pris en considération dans l'estimation de la dotation emploi. Ces 90 % sont annuellement indexés et liés à 100 % de la croissance. Le montant ainsi obtenu en 2016 correspond au montant de base pour les nouvelles compétences emploi, soit 3.663.580 milliers EUR ;

- 434.491.222 EUR : ce montant correspond à 90 % du montant des droits de tirage pour la remise au travail des demandeurs d'emploi dont bénéficient les Régions dans les mécanismes actuels.

- un montant négatif de 707.935.702 EUR qui correspond :

o aux recettes attendues en lien avec les infractions routières (200,935 millions EUR) ;

o au montant de l'estimation des dépenses réalisées en 2013 par l'IBSR et qui restent de la compétence de l'Etat fédéral (7,0 millions EUR) ;

o au montant de 500 millions EUR transféré dans la dotation résiduelle.

- un montant négatif de 831.348.000 EUR correspondant à la contribution des Régions à l'assainissement des finances publiques.

Le montant total de la dotation est réparti entre les Régions selon les recettes de l'impôt des personnes physiques fédéral localisé dans chaque Région soit :

- pour la Région flamande : 63,38 % ;

- pour la Région wallonne : 28,30 % ;

- pour la Région de Bruxelles-Capitale : 8,32 %.

A partir de l'année budgétaire 2017, le montant attribué pour l'année budgétaire précédente est adapté au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée et au pourcentage de la croissance réelle du produit intérieur brut de l'année budgétaire concernée :

- au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation ;

- et à un pourcentage (55 %) de la croissance réelle du produit intérieur brut qui ne dépasse pas 2,25% et 100% sur la partie qui dépasse 2,25%.

o **Dotation "montant de transition" : 620.539 milliers EUR.**

Le montant de transition est un mécanisme transitoire qui doit faire en sorte que chaque Région, chaque Communauté et la Commission communautaire commune disposent, dans l'année de départ du nouveau modèle (à savoir 2015), de moyens financiers au minimum équivalents à ceux de la loi spéciale de financement actuelle.

Le montant du mécanisme de transition est déterminé par entité. Il est constant pendant dix ans, avant de diminuer progressivement de 10% par an durant les dix années suivantes à partir de 2025.

Le montant pour l'initial 2023 correspond à celui de 2022 initial.

De ces montants sont déduits :

o **Le juste refinancement des institutions bruxelloises** (article 64 quater) : **- 16.798 milliers EUR**

Ce montant se rapporte à la compensation navetteurs. Les moyens visés à l'alinéa 1er s'élèvent à 44 millions EUR à partir de l'année budgétaire 2017.

Ce montant est réparti à la clef navetteurs provisoire, soit 37,138 % pour la Wallonie et 62,862 % pour la Flandre.

Depuis 2021, la clé définitive est de 38,903% pour la Wallonie.

- **La cotisation de responsabilisation pensions (article 65 quinquies) : - 14.413 milliers EUR**

  Ce montant se rapporte à la contribution de responsabilisation pour la pension des fonctionnaires. Les montants étaient inscrits en valeurs dans l'article 65 quinquies de la loi jusqu'en 2020 et ensuite indexés.

- Perception trésorerie : mensuelle (prélèvement sur l'IPP fédéral).

**Article 49.04.40 - Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques - recettes d'additionnels sous réduction des dépenses fiscales liées**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 54/1 et 54/2, article 5/5, §4).

  Montant estimé : **3.199.002 milliers EUR**

  Les additionnels IPP correspondent à la part des recettes IPP reversée par le Fédéral. Depuis la 6ème réforme de l'Etat, cette part est déterminée par le facteur d'autonomie, qui est fixé définitivement à 24,957% depuis 2018.

  Les additionnels IPP correspondent à la part des recettes IPP reversée par le Fédéral. Depuis la 6ème réforme de l'Etat, cette part est déterminée par le facteur d'autonomie, qui est fixé définitivement à 24,957% depuis 2018.

  Les trois Régions perçoivent donc environ 25% de l'Impôt Etat, celui-ci étant établi à 57.742.795 milliers EUR en 2022 pour le Royaume.

  Depuis 2018, la Région wallonne n'a pas modifié le taux d'imposition (33,257%), obtenu à partir du facteur d'autonomie.

  Pour la Région wallonne, l'Impôt Etat est estimé à 15.837.123 milliers EUR en 2023. Après application du facteur d'autonomie, on obtient les additionnels IPP bruts, soit 3.952.468 milliers EUR. Une fois les déductions des dépenses fiscales appliquées (819.191 milliers EUR), on arrive au montant des additionnels IPP nets, soit 3.133.277 milliers EUR.

  Toutefois, le SPF Finances estime qu'une partie des impôts escomptés n'est jamais perçue, sur base des observations du passé. Le taux de perception est fixé à 98,70% en 2023, sur base des moyennes historiques. Le montant réel attendu pour les additionnels IPP nets est donc 3.092.545 milliers EUR en 2023.

  Le calcul intègre également les différents décomptes des années précédentes (108.356 kEUR) ainsi que l'impôt des non-résidents (-1 898 kEUR).

- Perception trésorerie : mensuelle.

**Article 49.05.40 - Dégrèvements fiscaux**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Lois fiscales.

- Montant estimé : **0 millier EUR**

- Cet article se rapporte aux dégrèvements accordés par l'administration fiscale. La prévision est basée sur les réalisations de l'année précédente.

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**Article 49.06.40 - Recettes des amendes routières**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 2bis).

- Montant estimé : **56.950 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes des perceptions immédiates, transactions et amendes pénales liées aux infractions à la réglementation de la sécurité routière qui relève de la compétence des régions en vertu de l'article 6, § 1er, XII, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et qui sont attribuées à celles-ci en fonction du lieu de l'infraction.

- Pour l'année 2023, le montant maximum au-delà duquel les recettes sont affectées sur le fonds des infractions routières a été augmenté, conformément à l'article 23 du dispositif inscrit dans le présent décret, à 56.950 milliers d'euros.

- Perception trésorerie : mensuelle.

**Article 49.08.40 –Transfert de revenu en provenance du pouvoir Fédéral**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire des recettes.

- Montant du crédit évalué : **8.000 milliers EUR**

- Ce montant porte sur des récupérations du passé relative à l'Aide à la Personne Agée (APA).

- Perception trésorerie : non réglementée.

SECTEUR III. RECETTES SPECIFIQUES

| Moyens budgétaires | Tit. | Sect. | D.O. | Article | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | F G S | En milliers EUR | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| **(A supprimer)** Recettes résultant de la gestion énergétique immobilière du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds de gestion énergétique immobilière : article de base 01.01, programme 50, division organique 12) | I | III | 12 | 16.01.11 | 91611000 | 925.001 | S | 0 | 0 | 30 | 30 | 0 |
| Produit de la location de biens | I | III | 14 | 16.04.12 | 91612000 | 901.051 | S | 147 | 148 | 122 | 100 | 100 |
| Fonds budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique (recettes affectées au Fond budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique : article de base 01.01, programme 55 (domaine fonctionnel 055.001), division organique 14) | I | III | 14 | 36.01.90 | 93690000 | 909.001 | S | 800 | 800 | 800 | 800 | 800 |
| Produits des sanctions administratives appliquées aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur | I | III | 14 | 38.01.10 | 93810000 | 901.135 | S | - | - | 80 | 0 | 0 |
| Remboursement des versements provisionnels excédentaires des intérêts de la dette | I | III | 19 | 21.01.10 | 92110000 | 901.047 | S | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **(A supprimer)** Différentiel d'intérêts d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986 et 1987 | I | III | 19 | 26.01.10 | | | S | - | - | - | - | - |
| **Totaux** | | | | | | | | **947** | **948** | **1032** | **930** | **900** |

Légende :
Titre : I=recettes courantes ; II=recettes de capital ; III=recettes d'emprunts
Sect. : I=recettes fiscales ; II=recettes générales ; III=recettes spécifiques
Article : codification SEC (2erSEC, n° d'ordre, 3 et 4SEC)
Compte budgétaire : sous la forme de 9Code sec000
Domaine fonctionnel (affiché dans le tableau des recettes)
F.G.S. : recettes fiscales, générales et/ou spécifiques
2019-2021 : recettes imputées aux exercices de référence
2022 : recettes prévues au budget 2021 (initial)
2023 : crédits évalués

## COMMENTAIRES PAR ARTICLE DE BASE

**Article 16.01.11 – (A supprimer) Recettes résultant de la gestion énergétique immobilière du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds de la gestion énergétique immobilière : article de base 01.01, programme 50, division organique 12)**

- Base légale, décrétale ou réglementaire : décret budgétaire des recettes.
- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**
- Le fonds de la gestion énergétique immobilière est supprimé à l'initial 2023.
- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 16.04.12 – Produit de location de biens**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988.
  - Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions
  - Décret portant dissolution de l'Office de la navigation et création de l'Office de Promotion de voies navigables
- Montant estimé : **100 milliers EUR**
- Cet article se rapporte à la location de biens gérés par la Direction générale des voies navigables.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 36.01.90 – Fonds budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique (recettes affectées au Fond budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique : article de base 01.01, programme 11, division organique 13)**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Décret du 6 mai 2010 créant un Fonds budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique
- Montant estimé : **800 milliers EUR**

  Les moyens affectés proviennent d'une portion des taxes sur les jeux et paris affectées au fonds budgétaire précité.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 38.01.10 - Produits des sanctions administratives appliquées aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant des sanctions administratives appliquées aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 21.01.10 - Remboursements des versements provisionnels excédentaires des intérêts de la dette**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté royal du 22 octobre 1959 relatif aux prêts accordés par les Pouvoirs publics.
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements provisionnels excédentaires des intérêts de la dette.
- Perception trésorerie : non réglementée.

## TITRE II : RECETTES EN CAPITAL ET TITRE III : PRODUITS D'EMPRUNTS

| Moyens budgétaires | Tit. | Sect. | D.O. | Article | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | FGS | En milliers EUR | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | **2019** | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Droits de succession et de mutation par décès | II | I | 19 | 56.02.50 | 95650000 | 901.093 | F | 657.847 | 694.675 | 745.662 | 732.625 | 766.513 |
| Produit de la vente d'emprises inutilisées | II | II | 11 | 76.01.12 | 97612000 | 901.098 | G | 221 | 501 | 0 | 0 | 0 |
| Produit de la vente d'immeubles | II | II | 11 | 76.01.32 | 97632000 | 901.099 | G | 6.000 | 2.046 | 7.000 | 17.925 | 2.950 |
| Produit de la vente d'immeubles découlant de la gestion immobilière des bâtiments et des implantations | II | II | 11 | 76.02.32 | 97632000 | 901.100 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Vente de matériel roulant | II | II | 11 | 77.01.10 | 97710000 | 901.209 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux | II | II | 11 | 77.01.20 | 97720000 | 901.101 | G | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Produit de la vente de biens meubles durables désaffectés ou mis hors de service | II | II | 11 | 77.02.20 | 97720000 | 901.102 | G | 873 | 345 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement de sommes indûment payées - Entreprises | II | II | 19 | 51.01.12 | 95112000 | 901.095 | G | 481 | 707 | 150 | 250 | 10.250 |
| Remboursement de sommes indûment payées - ASBL au service des ménages | II | II | 19 | 52.01.10 | 95210000 | 901.165 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement de sommes indûment payées - Ménages | II | II | 19 | 53.01.10 | 95310000 | 901.166 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes diverses - Transfert en capital en provenance des entreprises | II | II | 19 | 57.01.20 | 95720000 | 901.094 | G | 1.500 | 0 | 50 | 50 | 50 |
| Recettes diverses - Transfert en capital en provenance des ménages | II | II | 19 | 58.01.20 | 95820000 | 901.164 | G | - | - | - | 0 | 0 |
| **(Nouveau)** Remboursement de sommes indûment payées – Secteur public | II | II | 19 | 63.01.21 | 96321000 | 901.203 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 |
| Recettes diverses - Transfert en capital en provenance du secteur public | II | II | 19 | 68.01.21 | 95820000 | 901.204 | G | - | - | - | 0 | 50 |
| Produits divers - Remboursement d'expropriations | II | II | 19 | 71.01.11 | 97111000 | 901.149 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Récupération du coût des travaux et d'expropriations exposées pour compte de tiers | II | II | 19 | 73.01.10 | 97310000 | 901.096 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Liquidation de participations à l'intérieur des administrations publiques | II | III | 19 | 89.01.61 | 98961000 | 901.103 | G | 361 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits de nouveaux emprunts | III | II | 19 | 96.01.10 | 99610000 | 901.125 | G | 1.882.742 | 4.885.323 | 0 | 4.258.689 | 3.236.274 |
| (Modifié) Produits de refinancement d'emprunts | III | II | 19 | 96.02.10 | 99610000 | 901.132 | G | 0 | 626.827 | 841.693 | 879.642 | 862.019 |
| Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en monnaies étrangères | III | II | 19 | 96.01.20 | 99620000 | 901.126 | G | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Totaux** | | | | | | | | **2.550.403** | **6.210.922** | **1.595.255** | **5.889.173** | **4.878.156** |

Légende :
Titre : I=recettes courantes ; II=recettes de capital ; III=recettes d'emprunts
Sect : I=recettes fiscales ; II=recettes générales ; III=recettes spécifiques
Article : codification SEC (2erSEC, n° d'ordre, 3 et 4SEC)
Compte budgétaire : sous la forme de 9Code sec000
Domaine fonctionnel (affiché dans le tableau des recettes)
F.G.S. : recettes fiscales, générales et/ou spécifiques
2019-2021 : recettes imputées aux exercices de références
2022 : recettes prévues au budget 2021 (initial)
2023 : crédits évalués

## COMMENTAIRES PAR ARTICLE

### Article 56.02.50 - Droits de succession et de mutation par décès

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (article 3, alinéa 1er, 4°).

- Montant estimé : **766.513 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant des droits de succession, de mutation par décès et de régularisation. Les prévisions pour 2023 ont été établies par le SPF Finances et communiquée en septembre 2022 aux entités fédérées.
- Perception trésorerie : mensuelle.

### Article 76.01.12 - Produit de la vente d'emprises inutilisées

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
  - Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.
- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la vente d'emprises inutilisées.
- Perception trésorerie : non réglementée

Aucune recette prévue sur cet AB.

### Article 76.01.32 - Produit de la vente d'immeubles

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988.
  - Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions
- Montant du crédit évalué : **2.950 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la vente des immeubles bâtis et non bâtis, autres que les excédents d'emprises inutilisées.
- Perception trésorerie : non réglementée

### Article 76.02.32 – Produit de la vente d'immeubles découlant de la gestion immobilière des bâtiments et des implantations

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988.

- Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions

- Montant du crédit évalué : **0 millier EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la vente des immeubles bâtis découlant de la gestion immobilière des bâtiments et implantations.

- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 77.01.10 - Vente de matériel roulant**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret budgétaire des recettes
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la vente de matériel roulant.
- Perception de trésorerie : non règlementée.

**Article 77.01.20 - Produits de la vente d'autres biens patrimoniaux**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret budgétaire des recettes
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de biens patrimoniaux de la Région, autres que des immeubles.
- Perception de trésorerie : non règlementée.

**Article 77.02.20 - Produits de la vente de biens meubles durables désaffectés ou mis hors de service**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988.
  - Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.
- Montant estimé : **0 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la vente des biens meubles durables désaffectés.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 51.01.12 - Remboursement de sommes indûment payées - Entreprises**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Code civil (articles 1376 et 1377).
- Montant estimé : **10.250 milliers EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements excédentaires éventuellement effectués, notamment les indemnités versées dans le cadre du COVID.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 52.01.10 - Remboursement de sommes indûment payées - ASBL au service des ménages**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Code civil (articles 1376 et 1377).
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements excédentaires éventuellement effectués.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 53.01.10 - Remboursement de sommes indûment payées - Ménages**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Code civil (articles 1376 et 1377).
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements excédentaires éventuellement effectués.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 57.01.20 - Recettes diverses - Transfert en capital des en provenance des entreprises**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret budgétaire des recettes.
- Montant estimé : **50 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes non autrement imputables.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 58.01.20 - Recettes diverses - Transfert en capital en provenance des ménages**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret budgétaire des recettes.
- Montant estimé : **0 millier EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes non autrement imputables.
- Perception trésorerie : non réglementée

**Article 63.01.21 – (Nouveau) Remboursement de sommes indûment payées – Secteur public**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret budgétaire des recettes.
- Montant estimé : **50 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements excédentaires éventuellement effectués.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 68.01.21 –Recettes diverses – transfert en capital en provenance du secteur public**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret budgétaire des recettes.
- Montant estimé : **50 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de versements excédentaires éventuellement effectués.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 71.01.10 – Produits divers Remboursement d'expropriations**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  Décret budgétaire des recettes.
- Montant estimé : **0 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant d'expropriations.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 73.01.10 - Récupérations du coût des travaux et d'expropriations exposées pour compte de tiers**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988.
- Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant de la récupération du coût des travaux et d'expropriation exposée pour compte de tiers.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 89.01.61 – Liquidation de participations à l'intérieur des administrations publiques**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions
- Montant estimé : **0 millier EUR**
- Cet article avait été introduit à l'ajustement 2017 pour recueillir les recettes liées à l'opération Fiwapac. L'opération (une recette financière de 57.250 milliers EUR) a été finalement réalisée en 2018. Dès lors, le montant du budget 2023 initial est mis à 0.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 96.01.10 - Produits de nouveaux emprunts**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.
- Montant estimé : **3.236.274 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant des produits de nouveaux emprunts. Les produits d'emprunts correspondent à des recettes financières qui n'ont aucun impact sur le solde de financement SEC. Il s'agit d'une écriture comptable qui vise à faire apparaitre les opérations des nouveaux emprunts à réaliser par la Région au cours de l'année 2023. Il convient de relever que ce montant ne doit pas être confondu avec les besoins de financements réels de l'année 2023.
- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 96.02.10 - (Modifié) Produits de refinancement d'emprunts**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.
- Montant estimé : **862.019 milliers EUR**
- Cet article se rapporte aux recettes provenant des produits de refinancement d'emprunts. Les produits d'emprunts correspondent à des recettes financières qui n'ont aucun impact sur le solde de financement SEC.

Il s'agit d'une écriture comptable qui vise à faire apparaitre les opérations de réemprunts de dette en dépenses et d'inscrire une recette de même ampleur correspondant à un prêt bancaire.

- Perception trésorerie : non réglementée.

**Article 96.01.20 - Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en monnaies étrangères**

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

- Montant estimé : **0 millier EUR**

- Cet article se rapporte aux recettes provenant des produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en monnaies étrangères.

- Perception trésorerie : non réglementée.

## III. DEPENSES

## III.1. DISPOSITIF DES DEPENSES

### *CHAPITRE 1er*

### *Dispositions générales*

### Article 1er

Les crédits destinés à couvrir les dépenses de la Wallonie afférentes à l'année budgétaire 2023 sont ouverts et ventilés en articles de base (domaines fonctionnels) conformément aux programmes et au tableau budgétaire annexés au présent décret et dont la synthèse figure ci-après.

Ces tableaux donnent l'estimation des dépenses prévisionnelles à imputer en 2023 à charge des fonds budgétaires.

| (En milliers euro) | Crédits d'engagement | Crédits de liquidation limitatifs | Crédits de liquidation non limitatifs |
|---|---|---|---|
| Crédits de dépenses | 22.341.929 | 20.910.993 | |
| Dont | Moyens d'engagement | Moyens de liquidation | |
| Dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires | 471.662 | 471.612 | |

Justificatif

Cette disposition répond au prescrit du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

### Art. 2

Aux articles 8, 9, 13, 17, 21, 26, 28 et 29 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les termes « article(s) de base » correspondent à une adresse budgétaire.

Chaque adresse budgétaire sera composée :

- d'une période budgétaire (année budgétaire) ;
- d'un fonds (classement en crédits classiques, fonds budgétaires, section particulière, fonds de tiers, …) ;
- d'un centre financier qui correspondra à la division organique ;
- d'un compte budgétaire (spécifiant la nature des dépenses et des recettes). Les positions 2 à 5 du compte budgétaire correspondent au code de la classification économique ;

- d'un domaine fonctionnel composé du numéro du programme (3 premières positions du domaine fonctionnel) suivi d'un numéro d'identification au sein du programme.

Justificatif

L'utilisation du nouveau système informatique WBFIN, outil basé sur SAP, implique la nécessité de faire évoluer certains termes. La terminologie utilisée dans l'outil SAP ne peut être modifiée étant donné qu'il s'agit d'un outil standard, il est donc nécessaire que le budget soit aligné sur les nouveaux termes utilisés dans cet outil.

**Art. 3**

En 2023, l'article 26, §1er, 3° du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes est suspendu pour ce qui concerne les répartitions de crédits d'engagement et de liquidation non limitatifs au sein de la division organique 02 et du programme 09.016.

Justificatif :

A titre exceptionnel, et dans l'attente de l'entrée en vigueur des modifications apportées au décret WBFIN, cette suspension est nécessaire pour permettre la réallocation de crédits au sein des différents programmes de la division organique 02 (crédits de cabinet) et du programme 09.016 (Secrétariat du Gouvernement.

**Art. 4**

En vertu de l'article 2, 8° du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, le terme « comptable » figurant dans tous les actes individuels de nomination ou de désignation pris en application des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, de leurs arrêtés d'application ou d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires est remplacé à partir du 1er janvier 2013 par le terme « trésorier ».

Sans préjudice des dispositions visées à l'alinéa 1er, en vertu des articles 2, 7° et 20 du même décret du 15 décembre 2011, le terme « comptable ordinaire » figurant dans tous les actes individuels de nomination ou de désignation pris en application des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, de leurs arrêtés d'application ou d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires est remplacé à partir du 1er janvier 2013 par les termes « receveur-trésorier ».

Justificatif

Cette disposition répond au prescrit du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

**Art. 19**

Le Fonds de Gestion énergétique immobilière, créé par l'article 151 du décret du 10 décembre 2009 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2010, est abrogé.

Justificatif :

Cette disposition permet la suppression du fonds budgétaire de Gestion énergétique immobilière.

**Art. 34**

Le Gouvernement wallon est autorisé à verser au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées ouvert auprès de Belfius Banque au 1er avril 2023 : 21.329.000 euros représentant les intérêts d'emprunts contractés dans le cadre de l'assainissement des communes à finances obérées en vertu de la convention du 30 juillet 1992 telle que modifiée par son avenant n° 16 du 15 juillet 2008, soit 14.767.000 euros, adaptés, à partir de l'année de répartition 2009, au pourcentage d'évolution, lequel est majoré d'un pour cent à partir de 2010.

Justificatif :

Le montant que le Gouvernement wallon est autorisé à verser au Compte Régional pour l'Assainissement des Communes à finances obérées ouvert auprès de BELFIUS représentant les intérêts d'emprunts contractés dans le cadre de l'assainissement des communes à finances obérées serait de 21.329.000 EUR et ce, en vertu de la convention du 30 juillet 1992, soit, adaptés, à partir de l'année de répartition 2009, au pourcentage d'évolution, lequel est majoré d'un pour cent à partir de 2010 (…). On entend par pourcentage d'évolution le taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée.

**Art. 37**

Par dérogation à l'article 26, §1 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, en cas d'insuffisance de crédits à un programme du budget général des dépenses, le Ministre Ordonnateur et le Ministre du Budget peuvent y transférer les crédits nécessaires, moyennant due compensation et aux fins d'assurer la liquidation de dépenses urgentes dans la solution de contentieux ou pour éviter le paiement d'intérêts de retard.

Justificatif :

Cette habilitation s'avère nécessaire pour assurer la liquidation de dépenses urgentes dans la solution de contentieux ou pour éviter le paiement d'intérêts de retard.

**Art. 39**

Par dérogation à l'article 26, §1er, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, le Ministre du Budget et les Ministres fonctionnellement compétents sont autorisés à transférer les crédits nécessaires au départ de l'AB 01.02 (du domaine fonctionnel 122.001 (code SEC 01)) « Plan de relance de la Wallonie » et de l'AB 01.03 (du domaine fonctionnel 122.002 (code SEC 01)) « Provision pour la relance et la résilience européen (FRR) » du programme 10.11 (programme WBFin 10.122), de l'AB 01.07 (du domaine fonctionnel 028.007 (code SEC 01)) « Réserve Covid », de l'AB 01.10 (du domaine fonctionnel 028.008 (code SEC 01)) « Provision Résilience, Relance et redéploiement » du programme 10.08 (programme WBFIN 10.028), de l'AB 01.01 (du domaine fonctionnel 028.009 (code SEC 01)) « Provision surcoût énergie », de l'AB 01.04 (du domaine fonctionnel 122.074 (code SEC 01)) « Réserve Ukraine » et de l'AB 01.05 (du domaine fonctionnel 122.184 (code SEC 01) « Réserve en lien avec la présidence de l'Union européenne » du programme 10.11 (programme WBFIN 10.122) vers des articles de base (des domaines fonctionnels) ayant pour objectif le financement des dépenses liées à des projets approuvés par le Gouvernement wallon dans le cadre du plan de Relance économique, Plan de relance de la Wallonie, ayant pour objectif le financement de projets liés à des thématiques de Résilience/relance/redéploiement ou ayant pour objectif le financement des dépenses liées au Covid-19 ou les conséquences de la situation géopolitique en Ukraine ou les dépenses en lien avec la présidence belge de l'Union européenne ou les dépenses en lien avec la crise énergétique.

Justificatif :

Cet article permet de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à partir des provisions susvisées vers des AB du budget de la Région wallonne dans le cadre de financement en lien avec l'objet des provisions. Pour le Ministre du Budget et des Finances, il s'agit en l'occurrence de la « Provision surcoût énergie » reprise au sein du programme WBFIN 10.028, domaine fonctionnel 028.009.

**Art. 40**

Par dérogation à l'article 26, 1er, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les Ministres fonctionnels compétents et le Ministre du Budget sont habilités à transférer au départ de l'ensemble des programmes du budget de la Région wallonne des crédits d'engagement et de liquidation nécessaires vers l'AB 01.02 (le domaine fonctionnel 122.001 (code SEC 01)) « Plan de relance de la Wallonie » et de l'AB 01.03 (du domaine fonctionnel 122.002 (code SEC 01)) « Provision pour la relance et la résilience européen (FRR) » du programme 10.11 (programme WBFin 10.122) et concernant l'AB 01.07 (le domaine fonctionnel 028.007 (code SEC 01)) « Réserve Covid », l'AB 01.10 (le domaine fonctionnel 028.008 (code SEC 01)) « Provision – Résilience, relance et redéploiement » du programme 10.08 (programme WBFIN 10.028), de l'AB 01.01 (du domaine fonctionnel 028.009 (code SEC 01)) « Provision surcoût énergie », de l'AB 01.04 (du domaine fonctionnel 122.074 (code SEC 01)) « Réserve Ukraine » et de l'AB 01.05 (du domaine fonctionnel 122.184 (code SEC 01)) « Réserve en lien avec la présidence belge de l'Union européenne » du programme 10.11 (programme WBFIN 10.122).

Justificatif :

Cet article permet de transférer des crédits d'engagement et de liquidation d'AB du budget de la Région wallonne vers les AB provisions susvisées.

**Art. 47**

Par dérogation à l'article 26, §1er, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, le Ministre du Budget et, le cas échéant, les Ministres fonctionnellement compétents sont autorisés à transférer les crédits d'engagement et de liquidation des programmes de la division organique 19 vers l'article de base 01.01.00 du programme 03 (le domaine fonctionnel 034.001 (code SEC 01) de la même division organique et inversement.

Justificatif :

Il s'agit de la dérogation concernant le transfert en crédits d'engagement et en crédit de liquidation des programmes de la division organique 19 vers l'article de base 01.01.00 du programme 03 de la même division organique et inversement.

**Art. 49**

A l'article 1er, §1er, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, est ajouté l'alinéa suivant : « L'asbl Les Lacs de l'eau d'Heure est tenue de confier, pour ce qui concerne les moyens octroyés par la Région wallonne, ses comptes financiers et ses placements à une entreprise de crédit que le Gouvernement wallon désigne ».

A l'article 1er, §2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, sont ajoutées les mentions « le Commissariat Général au Tourisme », « la s.a. Le Circuit de Spa-Francorchamps », « la SOWAFINAL », « la SOWALFIN pour les moyens octroyés dans le cadre du plan Marshall 2.Vert, soit lorsqu'elle est le bénéficiaire final, soit lorsqu'elle ne l'est pas dans l'attente de leur versement au bénéficiaire de la mesure », « l'IWEPS », « l'École d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne pour ce qui concerne les moyens octroyés par la Région wallonne », « l'Agence wallonne du patrimoine », « l'Agence du Numérique » et « la SA Immowal » et « l'Organisme payeur de Wallonie ».

Le §3 de l'article 1er est remplacé par : « Le Gouvernement wallon est chargé d'arrêter les modalités de gestion au sein de la trésorerie de la Région wallonne, des comptes et des placements des organismes visés au §1er. ».

A l'article 2, §2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution sont supprimées les mentions « l'Hôpital Psychiatrique Le Chêne aux Haies ».

Justificatif :

Cette disposition permet l'actualisation nécessaire du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons.

**Art. 50**

**Programme 11.01 (Programme WBFIN 11.001) :Fonctionnel**

Subventions et indemnités au secteur autre que public.

Subvention à l'ISSEP pour l'étude de la gestion énergétique des bâtiments.

Subventions à Immowal dans le cadre de missions spécifiques confiées par la Région.

**Programme 14.04 (Programme WBFIN 14.046) : Aéroports et aérodromes régionaux**

Subventions aux sociétés d'exploitation des aéroports et aérodromes régionaux en vue de la promotion et du développement de leurs installations.

Subventions aux sociétés d'exploitation des aéroports régionaux leur permettant d'assurer des missions de service public dans le cadre de l'exploitation des aéroports.

Interventions diverses relatives à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement en vue d'assurer l'intégration du développement économique des aéroports dans leur environnement immédiat.

Subventions diverses en vue d'assurer les travaux d'insonorisation.

Subventions relatives à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et d'information.

Subventions en faveur d'études et d'actions d'information, de promotion ou de sensibilisation en matière d'infrastructures aéroportuaires régionales.

Subvention à l'ASBL CAREX en faveur de la création d'un service de fret ferroviaire à grande vitesse connecté à la plate-forme aéroportuaire de Liège-Airport et la réalisation des équipements correspondants, y compris au titre des zones ou pays susceptibles d'être desservis par ce service.

Dotation à la Sowaer pour l'accomplissement des missions déléguées spécifiques en matière de sûreté et de sécurité.

Dotation complémentaire à la Sowaer pour l'accomplissement des missions de sûreté.

Dotation à la SOWAER relative au service de la dette contractée pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnements et d'informations.

Dotation spécifique destinée à couvrir les frais de fonctionnement de la SOWAER afférent à l'exercice des missions déléguées environnementales.

**Programme 14.06 (Programme WBFIN 14.047) : Infrastructures sportives**

Subventions et indemnités au secteur public et privé en rapport avec la matière des infrastructures sportives ainsi que les opérations pilotes dans ce secteur ainsi que dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle.

Subvention à l'ASBL Union Culturelle et Sportive Wallonne.

Subvention à l'association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa Francorchamps.

Subvention pour l'achat de bâtiments et de travaux de construction, d'agrandissement et de transformation de grandes infrastructures sportives et d'infrastructures spécifiques.

Subvention pour les investissements concernant la construction, l'extension, la rénovation, l'acquisition d'une installation immobilière.

Subvention pour la construction ou l'aménagement de cafétérias et de buvettes.

Subvention pour l'acquisition du premier équipement sportif nécessaire au fonctionnement de l'installation immobilière.

Subvention pour des opérations, de construction, de rénovation et d'équipement de petites infrastructures sportives, également compris le Sport de Rue et le Sport de Rue couvert.

Subvention à la S.A. Hippodrome de Wallonie.

Subvention au groupement sportif équipe cycliste Wallonie-Bruxelles

Subvention pour des opérations d'acquisition, de construction, de rénovation et d'équipement d'infrastructures sportives dans le cadre du « Plan Piscines ».

Le soutien au sport de rue.

Le soutien aux activités sportives qui participent à la promotion des infrastructures sportives.

Subventions aux écoles de l'enseignement secondaire, aux écoles de l'enseignement fondamental, aux ASBL, aux SCRL et aux SCRLFS, pour petites et moyennes infrastructures, sport de rue et équipement sportif, sur la base des conditions définies par le Gouvernement.

Subventions diverses dans le cadre du Plan Wallon d'Investissements et du Plan de relance, de résilience et de transition.

Subventions diverses dans le cadre du projet Wallonie : Ambitions or.

Justificatif :

Ce cavalier budgétaire vise à donner une base légale aux subventions susmentionnées.

**Art. 61**

§1er. Le Ministre des Infrastructures sportives est autorisé à octroyer un soutien spécifique et exceptionnel visant la rénovation et la reconstruction des infrastructures sportives, éligibles au décret du 3 décembre 2020 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, impactées par les inondations survenues durant le mois de juillet 2021 et reprises dans le cadastre établi par l'administration Infrasports en date du 20 août 2021.

§2. Le soutien spécifique et exceptionnel prend la forme d'une subvention directe calculée sur le solde de l'estimation des travaux, après intervention des assurances et/ou du Fonds des calamités.

L'intervention combinée de l'assurance, du Fonds des calamités et du soutien ne peut dépasser 100% du montant total des travaux.

§3. L'accès au mécanisme de soutien est conditionné aux trois critères cumulatifs suivants :

a) L'amélioration énergétique des infrastructures sportives ;

b) La mise en place de dispositifs permettant de faire face aux risques établis dans la cartographie des aléas d'inondations ;

c) Les résultats d'une réflexion sur l'opportunité de mettre en œuvre des projets supracommunaux ou au regroupement des installations sportives sur un même site dans un objectif de mutualisation, en lieu et place des infrastructures concernées par les dégâts.

§4. Les modalités d'encadrement et de contrôle de ces subventions spécifiques et exceptionnelles suivront les principes établis par le décret du 3 décembre 2020 et son arrêté d'exécution moyennant les dispositions suivantes visant à prendre en considération l'urgence et les spécificités de la situation :

- Dérogation systématique à l'article 15 du décret du 3 décembre 2020, permettant d'initier les marchés et d'entamer les travaux avant l'octroi d'une promesse ferme de subside ;

- Suppression des étapes de recevabilité et de dépôt d'un dossier d'avant-projet ;

- Suppression du délai de 6 ans entre deux subventions pour les infrastructures sportives concernées ;

- Fixation d'un taux de subvention unique de 70% s'appliquant sur le solde à charge du porteur de projet, après déduction de l'intervention des assurances et du fonds des calamités ;

- Les délais de maintien de l'affectation de dix ou quinze ans d'une subvention perçue antérieurement aux inondations ne sont pas d'application pour les infrastructures visées par le présent soutien.

§5. Un appel à manifestation d'intérêts sera initié auprès des candidats éligibles au soutien spécifique et exceptionnel.

Justificatif

Il s'agit d'un cavalier visant à instaurer un mécanisme de soutien spécifique et exceptionnel pour la rénovation des infrastructures sportives inondées durant le mois de juillet 2021.

**Art. 72**

Le Gouvernement wallon est autorisé à prendre en charge les intérêts liés au préfinancement à 75 % des opérateurs émargeant au FSE et présents sur le territoire de la Wallonie.

Justificatif

Il est nécessaire de permettre à la Wallonie d'assumer les charges d'intérêts pour le préfinancement à 75 % des opérateurs "fragiles" émargeant au FSE et relevant de sa compétence, selon le mode de calcul défini dans la convention du 26 avril 2006 entre le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le Gouvernement wallon.

**Art. 80**

En application de l'art 13 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, le Gouvernement est dispensé du dépôt immédiat d'un projet de décret spécifique d'ajustement si la délibération budgétaire qu'il adopte ouvrant les crédits nécessaires soit pour l'engagement, soit pour la liquidation, soit pour l'engagement et la liquidation de dépenses sont inférieurs cumulativement par nature de crédit à 5.000.000 euros.

Justificatif

Cette disposition répond au prescrit de l'article 13, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes :

"Dans les cas d'urgence résultant de circonstances exceptionnelles ou imprévisibles et à défaut ou en cas d'insuffisance de crédits, le Gouvernement autorise par une délibération motivée ouvrant les crédits nécessaires répartis en articles de base :

1. soit l'engagement de la dépense ;
2. soit sa liquidation ;
3. soit son engagement et sa liquidation.

Conjointement à cette délibération, le Gouvernement dépose au Parlement un projet de décret d'ajustement du budget conformément aux dispositions de l'article 10, §§ 1er, 4 et 5. Ce dépôt rend la délibération exécutoire. Toutefois, le dépôt immédiat d'un projet de décret spécifique d'ajustement n'est pas requis dès lors que la délibération porte sur un montant inférieur à un seuil fixé, annuellement, dans les dispositions visées à l'article 8, § 4, 4°. Dans ce cas, la délibération est exécutoire à la date fixée par le Gouvernement.

Toutes les délibérations doivent faire l'objet d'une régularisation par voie d'ajustement du budget dont le projet devra être approuvé, au plus tard, le 31 décembre de l'année en cours.

**Art. 87**

Par dérogation à l'article 26, §1er, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, le Ministre du Budget et les membres du Gouvernement wallon sont autorisés à transférer les crédits nécessaires entre les articles de base (les domaines fonctionnels) finançant les mesures d'accompagnement en lien avec le prélèvement kilométrique.

Justificatif

L'objet de cet article est de permettre de transférer les fonds en cours d'année pour l'une ou l'autre politique liée au péage kilométrique.

**Art. 88**

L'annexe au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, insérée par le décret du 17 décembre 2015 modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat et le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable est remplacée par les termes suivants :

« Les organismes visés à l'article 3, § 1er, 4° du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes sont classés de la façon suivante :

| No BCE | DENOMINATION | TYPE |
|---|---|---|
| 0 | Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne | Type 1 |
| 0 | Fonds post covid-19 de rayonnement de la Wallonie | Type 1 |
| 0 | Fonds post-covid-19 de sortie de la pauvreté | Type 1 |
| 0 | Fonds bas carbone et résilience | Type 1 |
| 241530493 | Institut scientifique de Service public – Wissenschaftliches Institut Offentlicher Dienststelle – Wetenschappelijk Instituut van Openbare Dienst | Type 1 |
| 254714773 | Centre régional d'aide aux communes | Type 1 |
| 262172984 | LE CENTRE WALLON DE RECHERCHES AGRONOMIQUES | Type 1 |
| 772472960 | Fonds wallon des calamités naturelles | Type 1 |
| 810888623 | Wallonie-Bruxelles International | Type 1 |
| 866518618 | IWEPS | Type 1 |
| 898739543 | COMMISSARIAT GENERAL AU TOURISME | Type 1 |
| 202414452 | PORT AUTONOME DE LIEGE | Type 2 |
| 208201095 | Port Autonome de Charleroi | Type 2 |
| 218569902 | PORT AUTONOME DE NAMUR | Type 2 |
| 236363165 | Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (y compris les comités subrégionaux de l'emploi et de la formation) | Type 2 |
| 267314479 | Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers | Type 2 |
| 267400492 | AGENCE WALLONNE POUR LA PROMOTION D'UNE AGRICULTURE DE QUALITE | Type 2 |
| 475273274 | PORT AUTONOME DU CENTRE ET DE L'OUEST | Type 2 |
| 693771021 | Caisse publique d'allocations familiales (FAMIWAL) | Type 2 |
| 849413657 | Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne | Type 2 |
| 869559171 | Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises | Type 2 |
| 0 | FormaForm | Type 3 |
| 202268754 | CREDIT SOCIAL LOGEMENT | Type 3 |
| 216754517 | Conseil Economique Social et Environnemental de Wallonie | Type 3 |
| 219919487 | Société Régionale d'Investissement de Wallonie | Type 3 |

| | | |
|---|---|---|
| 227842904 | SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES | Type 3 |
| 231550084 | SOCIETE WALLONNE DU LOGEMENT SA | Type 3 |
| 240365703 | SOCIETE DE GESTION DU FRI DE LA REGION WALLONNE | Type 3 |
| 242069339 | Opérateur de Transport de Wallonie | Type 3 |
| 243929462 | SPAQuE | Type 3 |
| 252151302 | SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE DES INFRASTRUCTURES | Type 3 |
| 260639790 | SOCIETE D'ASSAINISSEMENT ET DE RENOVATION DES SITES INDUSTRIELS DU BRABANT WALLON | Type 3 |
| 400351068 | CREDIT SOCIAL DE LA PROVINCE DU BRABANT WALLON | Type 3 |
| 401122615 | SOCIETE TERRIENNE DE CREDIT SOCIAL DU HAINAUT | Type 3 |
| 401228127 | Crédit à l'épargne immobilière | Type 3 |
| 401412625 | PROXIPRET | Type 3 |
| 401465578 | L'Ouvrier chez Lui | Type 3 |
| 401553373 | LA MAISON OUVRIERE DE L'ARRONDISSEMENT DE CHARLEROI ET DU SUD-HAINAUT | Type 3 |
| 401609593 | LE CREDIT SOCIAL ET LES PETITS PROPRIETAIRES REUNIS | Type 3 |
| 401632260 | BUILDING | Type 3 |
| 401731339 | Tous Propriétaires | Type 3 |
| 401778057 | La Prévoyance | Type 3 |
| 402324326 | SA SOCIETE DE CREDIT POUR HABITATIONS SOCIALES en abrégé SA SCHS en allemand AG EIGENHEIMKREDI TGESELLSCHAFT en abrégé AG EKKG | Type 3 |
| 402436568 | TERRE ET FOYER | Type 3 |
| 402439340 | Le Travailleur chez Lui | Type 3 |
| 402495065 | CREDISSIMO HAINAUT | Type 3 |
| 402509715 | LE PETIT PROPRIETAIRE | Type 3 |
| 403977482 | CREDISSIMO | Type 3 |
| 404370630 | CREDIT SOCIAL DU Luxembourg | Type 3 |
| 405631729 | LE CREDIT HYPOTHECAIRE O. BRICOULT | Type 3 |
| 413193670 | Abbaye de Villers-la-Ville | Type 3 |
| 413255038 | ASBL Domaine régional Solvay – Château de La Hulpe | Type 3 |
| 415371816 | SOGESTIMMO | Type 3 |
| 419202029 | B.E. Fin | Type 3 |
| 421102536 | Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie | Type 3 |
| 426091207 | SOCIETE WALLONNE DE LOCATION-FINANCEMENT | Type 3 |
| 426516918 | S.R.I.W. ENVIRONNEMENT | Type 3 |
| 426887397 | SOCIETE WALLONNE DE GESTION ET DE PARTICIPATIONS | Type 3 |
| 427724963 | IMMOWAL | Type 3 |

| | | |
|---|---|---|
| 433766083 | SERVICE SOCIAL DES SERVICES DU GOUVERNEMENT WALLON | Type 3 |
| 435532572 | SOCIETE DE RENOVATION ET D'ASSAINISSEMENT DES SITES INDUSTRIELS | Type 3 |
| 437249076 | Synergies WALLONIE | Type 3 |
| 450305870 | Contrat de Rivière Haute Meuse | Type 3 |
| 452116307 | SPARAXIS | Type 3 |
| 454183890 | SOCIETE DE CAPITAL A RISQUE – OBJECTIF No1 DU HAINAUT OCCIDENTAL (SOCARIS) | Type 3 |
| 455653441 | SOCIETE WALLONNE D'ECONOMIE SOCIALE MARCHANDE (W. ALTER.) | Type 3 |
| 458220674 | TECHNIFUTUR | Type 3 |
| 462311896 | SPARKOH! | Type 3 |
| 463308424 | CONTRAT DE RIVIERE OURTHE | Type 3 |
| 466071439 | WSL | Type 3 |
| 466557627 | SOCIETE DE FINANCEMENT DES EAUX | Type 3 |
| 471517988 | Société d'Investissement Agricole de Wallonie | Type 3 |
| 472062970 | WALLIMAGE | Type 3 |
| 473771754 | SOCIETE WALLONNE DU CREDIT SOCIAL | Type 3 |
| 475247837 | SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS | Type 3 |
| 475355824 | ASBL Contrat de Rivière pour l'Amblève | Type 3 |
| 475627325 | SECRETARIAT CONJOINT DU PROGRAMME INTERREG IV Luxembourg – WALLONIE – VLAANDEREN | Type 3 |
| 476800629 | EQUIPE TECHNIQUE INTERREG France – WALLONIE - VLAANDEREN ASBL | Type 3 |
| 478614430 | LE POLE DE RECONVERSION | Type 3 |
| 480028848 | SAMANDA | Type 3 |
| 480753576 | TRIAGE-LAVOIR DU CENTRE | Type 3 |
| 505741370 | AGENCE POUR L'ENTREPRISE ET L'INNOVATION | Type 3 |
| 544978266 | 123CDI | Type 3 |
| 552710255 | SOLAR CHEST | Type 3 |
| 553753006 | ESPACE FINANCEMENT | Type 3 |
| 554780018 | FONDS DE PARTICIPATION WALLONIE | Type 3 |
| 568575002 | AGENCE DU NUMERIQUE | Type 3 |
| 652991825 | Contrat de rivière Moselle ASBL | Type 3 |
| 657816980 | WALLONIA OFFSHORE WIND | Type 3 |
| 657881714 | CRISTAL OFFICE PARK | Type 3 |
| 667687820 | IMBC 2020 | Type 3 |
| 667964566 | FONDS DE CAPITAL A RISQUE 2020 | Type 3 |
| 669741844 | Namur Innovation & Growth | Type 3 |
| 669955343 | B2START | Type 3 |
| 670937716 | Luxembourg Développement Europe 2 | Type 3 |
| 672421123 | WAPI 2020 | Type 3 |
| 695982819 | Parentia Wallonie | Type 3 |
| 697584804 | Caisse Wallonne d'Allocations Familiales Camille | Type 3 |

| | | |
|---|---|---|
| 697754256 | Kidslife Wallonie | Type 3 |
| 697784445 | INFINO WALLONIE | Type 3 |
| 705942145 | SOCIETE WALLONNE D'INVESTISSEMENT ET DE CONSEIL DANS LES SECTEURS DE LA SANTE, DES HOPITAUX, DE L'HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES, DE L'ACCUEIL DES PERSONNES HANDICAPEES | Type 3 |
| 713671758 | Société Mutualiste Régionale des Mutualités Chrétiennes pour la Région wallonne | Type 3 |
| 713674629 | Société Mutualiste Régionale de l'Union Nationale des Mutualités Neutres pour la Région wallonne | Type 3 |
| 713670867 | Société Mutualiste Régionale des Mutualités Socialistes – Solidaris pour la Région wallonne | Type 3 |
| 715609778 | Société Mutualiste Régionale de l'Union Nationale des Mutualités Libérales pour la Région wallonne | Type 3 |
| 713671461 | Société Mutualiste Régionale des Mutualités Libres pour la Région wallonne | Type 3 |
| 807763936 | Société de Financement de Projets Structurants de l'Est du Brabant Wallon | Type 3 |
| 808269425 | Agence wallonne de lutte contre la maltraitance des ainés | Type 3 |
| 811443701 | GELIGAR | Type 3 |
| 811463495 | Caisse d'Investissement de Wallonie | Type 3 |
| 812008774 | NOVALLIA | Type 3 |
| 812367476 | Institut wallon virtuel de recherche d'excellence dans les domaines des sciences de la vie | Type 3 |
| 816595290 | OFFICE ECONOMIQUE WALLON DU BOIS | Type 3 |
| 816917469 | SOCIETE MIXTE DE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER | Type 3 |
| 817847382 | CONTRAT DE RIVIERE DU SOUS-BASSIN SEMOIS-CHIERS | Type 3 |
| 817922707 | Contrat de rivière Dyle-Gette | Type 3 |
| 823228409 | FuturoCité | Type 3 |
| 826929552 | Contrat de Rivière de la Meuse Aval et affluents | Type 3 |
| 828207477 | Contrat Rivière Dendre | Type 3 |
| 830804802 | CONTRAT RIVIÈRE SAMBRE & AFFLUENTS | Type 3 |
| 836794452 | Contrat de Rivière Escaut-Lys | Type 3 |
| 841609612 | **C**entre d'Etudes en Habitat Durable de Wallonie asbl | Type 3 |
| 843107667 | Durobor Real Estate | Type 3 |
| 847284310 | IMMO-DIGUE | Type 3 |
| 851101358 | CONTRAT DE RIVIERE DU SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE DE LA VESDRE | Type 3 |
| 860662588 | SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT DE L'EXPORTATION ET DE L'INTERNALISATION DES ENTREPRISES WALLONNES – SOFINEX | Type 3 |
| 861927053 | SOCIETE DES CAUTIONS MUTUELLES DE WALLONIE | Type 3 |
| 862775210 | LA TERRIENNE DU CREDIT SOCIAL | Type 3 |
| 865732522 | ARCEO | Type 3 |
| 867271753 | Epicuris | Type 3 |
| 871229947 | GEPART | Type 3 |

| | | |
|---|---|---|
| 872191039 | Contrat de rivière Senne | Type 3 |
| 873260316 | SOCIETE LIEGEOISE DE GESTION FONCIERE | Type 3 |
| 873769961 | FINANCIERE D'ENTREPRISE ET DE RENOVATION IMMOBILIERE | Type 3 |
| 877938090 | SOCIETE WALLONNE POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTUCTURES DES POLES DE COMPETITIVITES | Type 3 |
| 877942347 | SOCIETE WALLONNE POUR LA GESTION D'UN FINANCEMENT ALTERNATIF | Type 3 |
| 880827009 | Contrat de Rivière du sous-bassin hydrographique de la haine | Type 3 |
| 881746727 | SOCIETE WALLONNE D'ACQUISITIONS ET DE CESSION D'ENTREPRISES | Type 3 |
| 883921903 | BIOTECH COACHING | Type 3 |
| 888366085 | WALLONIE Belgique TOURISME | Type 3 |
| 890497612 | HOCCINVEST – FONDS SPIN-OFF/SPIN-OUT | Type 3 |
| 894160351 | contrat de rivière pour la Lesse | Type 3 |

Vu pour être annexé au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes. ».

Justificatif :

Ce cavalier budgétaire contient la liste des organismes inclus dans le périmètre wallon.

**Art. 93**

Par dérogation à l'article 26, §1er, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, le Ministre ayant la gestion des biens immobiliers et mobiliers (en ce compris les véhicules et leur entretien) est habilité à transférer des crédits entre les articles de base (les domaines fonctionnels) relatifs aux acquisitions de biens durables (spécifiques ou non, en ce compris les véhicules et leurs entretien, réparation, assurance et carburant), équipements (en ce compris les équipements de protection et de travail, uniformes), biens patrimoniaux (en ce compris l'entretien de bâtiment) des divers programmes du budget des dépenses.

Justificatif :

Il s'agit de la dérogation concernant le transfert en crédits d'engagement et en crédit de liquidation en gestion mobilière.

**Art. 94**

Par dérogation à l'article 27 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les répartitions de crédits d'un fonds organique au sein de son programme opérationnel vers les articles de base (les domaines fonctionnels) (articles de fonds) qui le composent (et vice versa) sont autorisées selon les modalités définies par le Ministre du Budget et moyennant le respect des règles suivantes :

1° en ce qui concerne les crédits d'engagement et de liquidation, l'alimentation des articles de fonds intervient par un transfert de recettes au départ du fonds budgétaire du même programme ;

2° en ce qui concerne les crédits d'engagement et de liquidation, une nouvelle répartition peut intervenir entre les articles de base (les domaines fonctionnels) (articles de fonds) d'un même programme ;
3° tant pour les crédits d'engagement que pour les crédits de liquidation, les augmentations de crédits doivent être compensées par des diminutions équivalentes de crédits lors de toute nouvelle répartition.

Aucun transfert de moyens ne peut avoir lieu entre les fonds budgétaires.

Justificatif :

Cette disposition apporte une solution temporaire à la problématique de codification SEC des dépenses imputées au départ des fonds budgétaires en attendant l'entrée en fonction du nouveau système informatique budgétaire et de comptabilité publique.

La circulaire budgétaire 2020/02 "Ventilation des fonds budgétaires. Nouveau mécanisme d'application à partir du 01/01/2020" précise qu'une nouvelle répartition technique de crédits entre les articles d'un programme de fonds budgétaire peut être réalisée dans le respect de la programmation dudit fonds.

**Art. 95**

Par dérogation à l'article 22 §1er et §3, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes tel que précisé par l'article 9 §1er de l'AGW portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne, les dépenses relatives aux marchés publics à faibles montants (inférieurs à 8.500 € HTVA) conclus par facture acceptée ainsi que les dépenses de rémunération inscrites au budget général des dépenses ne seront pas soumises à l'unité de contrôle des engagements.

Justificatif :

Cette disposition est nécessaire dans le contexte du changement des outils informatiques budgétaires et comptables et en attente d'une révision du décret WBFIN et de ses AGW d'exécution. En tout état de cause, une évaluation de sa mise en œuvre sera réalisée.

**Art. 96**

Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, il est inséré un article 74/1 libellé comme suit :

« Un receveur-trésorier, désigné à cet effet par le Ministre ayant le budget dans ses attributions, est autorisé à alimenter une carte de paiement prépayée, nominative à son nom et sous sa responsabilité et dont il est justiciable de son usage vis-à-vis de la Cour des Comptes. ».

Justificatif :

Certains services de l'administration sont amenés à devoir se procurer pour les nécessités du service certains biens qui ne sont disponibles que via internet et moyennant paiement préalable. Afin d'éviter tout abus, il est proposé de centraliser entre les mains d'un receveur-trésorier la gestion d'une carte de crédit sous le contrôle de la Cour des Comptes. Les services souhaitant acheter via internet devront justifier auprès du receveur-trésorier la dépense envisagée, dépense qui ne pourrait, en aucun cas, dépasser 3.000 euros.

**Art. 97**

A l'article 21, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 08 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonne, les mots « Un exemplaire du compte de gestion annuel et les pièces justificatives originales qui l'appuient » sont remplacés par « Un exemplaire du compte de gestion annuel et les pièces justificatives originales numérisées qui l'appuient ».

**Art. 98**

L'article 37, §4, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 08 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonne, est complété par un second alinéa : « Toute pièce justificative originale transmise conformément au §4 premier alinéa peut être numérisée selon les modalités fixées par les services du Budget et des Finances afin de permettre une dématérialisation du processus de paiement. La numérisation des données devra garantir la fiabilité, la lisibilité, l'intégrité et l'authenticité du contenu. La pièce justificative originale reçue sur support papier est conservée selon les modalités définies par lesdits services. Elle peut être numérisée pour être conservée et archivée de manière purement électronique conformément à l'article 40 §2 second alinéa. ».

**Art. 99**

L'article 40, §2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 08 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonne, est complété par un second alinéa : « A partir du 1er janvier 2022, les pièces justificatives originales qui auront été numérisées font l'objet d'un archivage purement électronique. ».

Justificatif :

Afin d'assurer une numérisation totale du processus de paiement et un archivage purement électronique des pièces justificatives dès le 1er janvier 2022, il est nécessaire de réviser les articles 2, 37 et 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonne.

Dans l'état actuel de la réglementation wallonne, les pièces justificatives nécessaires aux paiements peuvent être transmises :

- soit par le dépôt de la pièce originale sur un support papier ;
- soit par voie électronique, à savoir émise et reçue uniquement par voie électronique, moyennant accord de l'unité (l'authenticité de l'origine de la facture et l'intégrité de son contenu doivent être garantis conformément à la réglementation en vigueur) ;
- soit en copies dans des situations dûment motivées (cf. art. 37, §4, AGW1).

Dès lors que les pièces ont été reçues sur support papier (et non électroniquement), les « pièces justificatives originales » (appuyant le compte de gestion annuel) au sens de l'article 21, alinéa 3 (AGW1), restent le document « papier ».

Ainsi, concernant l'archivage, sont à conserver, selon le support de transmission, les pièces justificatives en format papier ou en format électronique, même si ces pièces peuvent être numérisées (cf. art. 40, §1er, 2° et §2, AGW1).

Conformément à l'article 37 §4 de l'AGW 1, les copies sont seulement admises dans des situations dûment motivées. La crise sanitaire du covid-19 fait partie d'une circonstance dûment motivée permettant une gestion dématérialisée des factures scannées.

Après la crise sanitaire (à défaut donc d'une situation dûment motivée) et dans l'état actuel du cadre juridique, seules les pièces justificatives émises et reçues électroniquement (via la plateforme Mercurius du fédéral) pourront être traitées par voie électronique dans WBFin-SAP.

En considération de ce qui précède, la numérisation totale du processus de paiement et l'archivage électronique des pièces numérisées requièrent, comme recommandé par la Cour des comptes dans son avis du 24 mars 2021 en annexe, que les dispositions 21, 37 et 40 de l'AGW1 soient actualisées afin qu'aucune distinction n'apparaisse dans le texte réglementaire quant au support de transmission de la pièce justificative.

Au-delà de cette révision des textes, en ce qui concerne l'archivage purement électronique, il convient, comme précisé par la Cour des comptes, de respecter certaines dispositions du Code de droit économique, soit les articles XII.24 à XII.29 et l'annexe I du code, qui garantissent la fiabilité, la lisibilité, l'intégrité et l'authenticité des données.

**Art. 102**

Par dérogation à l'article 26, §1er, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, le Ministre des infrastructures sportives est habilité à transférer les crédits d'engagement et de liquidation au départ de l'AB 01.01 (le domaine fonctionnel 047.011 (code SEC 01)) du programme 14.06 (programme WBFIN 14.047) vers l'AB 33.18 (le domaine fonctionnel 023.035 (code SEC 33) du programme 10.03 (programme WBFIN 10.023) du Ministre-Président.

Justificatif :

Cet article permet de transférer des crédits d'engagement et de liquidation entre les AB qui y sont visées.

**Art. 115**

Le Ministre qui a la gestion aéroportuaire dans ses attributions peut limiter les crédits d'engagements relatifs aux apports en capitaux, consentis par le Gouvernement wallon, réalisés dans les matières aéroportuaires, aux seuls montants qui sont effectivement libérés dans le courant de l'exercice en cours.

Justificatif :

Cet article permet de faire correspondre les crédits engagements par rapport aux montants libérés des apports en capitaux.

**Art. 119**

Les agents du Service public de Wallonie désignés en qualité de commissaire, de président ou d'inspecteur-général des comités d'acquisition sont habilités à authentifier les actes des personnes morales visés à l'article 6 quinquies de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. En outre, sans que les fonctionnaires instrumentant des comités d'acquisition aient à justifier d'aucun mandat envers les tiers, ils agiront comme représentants des dites personnes morales dans les missions qu'elles leur confient.

Justificatif :

Cette disposition permet à différents membres des comités d'acquisition d'authentifier des actes et fonde le droit à représenter les pouvoirs expropriants.

**Art. 120**

L'article 66, §1er, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes est remplacé par ce qui suit :

« Art. 66. §1er. Sans préjudice de l'application de dispositions légales particulières, les biens meubles appartenant à l'entité qui sont susceptibles d'être vendus, qui sont désaffectés et qui ne peuvent être réemployés, doivent être aliénés à titre onéreux.

Sans préjudice de l'application de dispositions légales particulières, les biens immeubles appartenant à l'entité qui sont susceptibles d'être vendus, qui sont désaffectés et qui ne peuvent être réemployés, peuvent être aliénés à titre onéreux ou être échangés contre des biens immeubles de valeur équivalente. ».

Justificatif :

Cette disposition énonce le principe général de l'aliénation des biens à titre onéreux, tout en permettant la possibilité de l'échange de biens immeubles de valeur équivalente.

**Art. 134**

Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région aux nouveaux emprunts de la SOWAER relatifs à la réalisation des programmes d'investissement pour l'année 2023, approuvés par le Gouvernement, pour un montant nominal maximum de 20 millions €.

Les emprunts conclus par la SOWAER pourront prendre la forme d'emprunts bancaires classiques, d'emprunts obligataires, d'emprunts privés.

Le Gouvernement est par ailleurs autorisé à accorder la garantie régionale aux opérations de SWAP d'intérêts, ainsi qu'aux opérations de couverture de risque de variations des taux, pour les emprunts 2023, à concurrence de 51 millions €.

Justificatif :

Ce cavalier budgétaire permettant à la région de garantir potentiellement de nouveaux emprunts de la SOWAER pour un montant maximum de 20 millions d'€.

**Art. 140**

Par dérogation à l'article 26, §1er, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les crédits d'engagement des programmes 04, 05, 06 et 07 (programmes WBFIN 035, 036, 037 et 038) de la division organique 19 peuvent être transférés par le Ministre du Budget.

Justificatif :

Ce cavalier budgétaire vise à reprendre les dispositions prévues antérieurement dans les dispositifs et adaptées à la fusion dans la DO 19.

**Art. 141**

Le Ministre du Budget peut autoriser la Trésorerie à payer par avances, dans la limite des crédits budgétaires ou, le cas échéant, des recettes à affecter au service financier de certains emprunts, et à charge de régularisation ultérieure, les dépenses afférentes à la dette à charge des articles de base (des domaines fonctionnels) des programmes 04, 05, 06 et 07 (programmes WBFIN 035, 036, 037 et 038) de la division organique 19.

Justificatif :

Ce cavalier budgétaire vise à reprendre les dispositions prévues antérieurement dans les dispositifs et adaptées à la fusion dans la DO 19.

**Art. 142**

Les dispositions de l'article 4 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ne sont pas d'application pendant l'année 2022 à l'égard des fonds constituant le Titre IV du tableau annexé au présent décret.

Justificatif :

La loi de 1989 impose que les fonds budgétaires soient institués par un décret organique. Les fonds européens, repris en section particulière et relatifs à des interventions et à la quote-part de l'Union européenne, ne faisant pas l'objet de décret organique, la disposition doit être maintenue.

Il est proposé de maintenir la disposition qui précise que les fonds européens, repris en section particulière et relatifs à des interventions et à la quote-part de l'Union Européenne, ne sont pas concernés par les dispositions de l'article 4 du décret "WBFin", et requis par l'Europe.

**Art. 143**

Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions peut, au-delà des recettes disponibles et à concurrence des montants d'intervention décidés par l'Union européenne, engager et liquider des dépenses à charge des articles 60.02.A.01 (Fonds SAP 3001) (FEDER Programmation 2014-2020), 60.02.A.03 (Fonds SAP 3002) (FSE Programmation 2014-2020), 60.02.A.05 (Fonds SAP 3003) (IFOP), 60.02.A.06 (Fonds SAP 3004) (LIFE Programmation 2014-2020), 60.02.A.07 (Fonds SAP 3005) (RTE-T Voies hydrauliques), 60.02.A.09 (Fonds SAP 3007) (Réserve d'ajustement du Brexit), 60.02.A.10 (Fonds SAP 3008) (FEDER Programmation 2021-2027), 60.02.A.11 (Fonds SAP 3009) (FSE Programmation 2021-2027), 60.02.A.12 (Fonds SAP 3010) (LIFE Programmation 2021-2027) et 60.02.A.12 (Fonds SAP 3011) (FEADER Programmation 2021-2027) de la section 10 du Titre IV.

Justificatif :

Cette disposition s'avère nécessaire à la gestion desdits fonds, et limitée strictement aux montants d'intervention décidés par l'Union européenne.

**Art. 163**

Les subventions relatives aux missions de service public dont bénéficient les sociétés de gestion des aéroports de Liège et de Charleroi en vertu des conventions de concession conclues respectivement le 4 janvier 1991 et le 9 juillet 1991, ainsi qu'en vertu de leurs avenants successifs, sont fixées conformément au tableau budgétaire annexé au présent décret, nonobstant toute disposition contraire dans lesdites conventions.

Les clauses des contrats de concession fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des subventions octroyées aux personnes morales visées à l'alinéa précédent, sont suspendues.

**Art. 170**

Par mesure transitoire, sont suspendues en 2023 les dispositions du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes suivantes :

- article 61 relatif à l'octroi des subventions et des prix, pour ce qui concerne les dispositions relatives à l'octroi des subventions.

Par mesure transitoire également, les dispositions relatives au contrôle de l'emploi des subventions restent soumises aux dispositions des lois coordonnées le 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat.

En outre, à l'article 41, alinéa 1er, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les mots « 31 mars » sont remplacés par les mots « 15 juin ».

Dans l'article 44, §1er du même décret, les alinéas 1 et 2 sont remplacés par « §1er. Le Gouvernement transmet à la Cour des Comptes le compte général de l'entité établi conformément aux articles 41 à 43 au plus tard le 30 juin, et les comptes généraux annuels des organismes de type 1 et des entreprises régionales établis conformément à l'article 97 au plus tard le 15 avril.

La Cour fait parvenir ces comptes généraux, accompagnés de ses observations et des certifications qu'elle délivre conformément aux articles 52 et 102, §1er, au Parlement au plus tard à la fin du mois de juin suivant pour les comptes généraux annuels des organismes de type 1 et des entreprises régionales, et pour le 31 octobre pour le compte général de l'entité. ».

Dans l'article 44, §2, alinéa 1er, du même décret, les mots « 31 août » sont remplacés par les mots « 30 novembre » et les mots « 31 octobre » sont remplacés par les mots « 31 décembre ».

Justificatif

Sont maintenus dans cet article :

- La suspension des dispositions relatives :
  - à l'octroi des subventions (article 61).
- La mesure transitoire précisant que les dispositions relatives au contrôle de l'emploi des subventions restent soumises aux dispositions des lois coordonnées le 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat.

Le timing actuellement en vigueur, que la RW est la seule des entités fédérale/fédérées à avoir aussi serré, ne permet pas une reddition satisfaisante des comptes. En effet :

1) les missions déléguées par le GW à des UAP de type 3 (principalement des SA) : ces SA tiennent en principe leur CA d'approbation des comptes avant la fin mai. Pour les SA – UAP de type 3 qui se voient confier des missions déléguées, ces CA se tiennent en général courant avril. Tant que le reviseur d'entreprises n'a pas terminé son travail et rendu son atteste et aussi longtemps que le CA n'a pas approuvé les comptes annuels, il est difficile pour la Direction du compte régional, la CIF et la Cour des comptes de recevoir officiellement les données financières approuvées relatives aux missions déléguées.
2) Les comptes de gestion du trésorier centralisateur et des receveurs (centralisateurs ou décentralisés / fiscaux) doivent être rendus pour le 1er mars. Dans l'hypothèse où le GW doit approuver le compte général pour le 31 mars et tenant compte d'un retroplanning raisonnable, la Direction du compte régional ne dispose que de quelques jours ouvrables pour tenir compte de ces comptes de gestion dans les opérations de clôture.
3) La période pendant laquelle la Cour peut mener ses travaux de vérification et préparer la certification des comptes est également raccourcie. Et ce délai trop court ne permettra sans doute pas à la Cour d'auditer convenablement certaines informations financières, en particulier celles liées aux missions déléguées.

**Art. 171**

Pour l'année 2023, par dérogation à l'article 21, § 3, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les créances qui ne peuvent être versées au bénéficiaire originaire en raison de tout obstacle juridique ou administratif dûment notifié ou rendu opposable sont traitées au sein de la Direction du Contrôle des dépenses (ex Direction de la Comptabilité administrative), de la Direction du Financement et des Recettes ou de la Direction du Contentieux de Trésorerie, selon les modalités fixées par le Ministre du Budget.

Justificatif :

Cet ajout a pour objectif de fluidifier le traitement d'une partie des dossiers relevant actuellement de la Direction du Contentieux de la Trésorerie.

**Art. 173**

Les membres du Gouvernement sont autorisés à accorder des prix.

Justificatif :

Cette disposition est prise dans l'attente de l'adoption des modifications au décret et AGW WBFIN.

**Art. 262**

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2023.

Justificatif :

Cette disposition répond au prescrit du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

## III.2. LISTE DES PROGRAMMES

**Tableau Synthétique**

| DO | Libellé | Prog. | Libellé | Prog. WBFIN | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | M.A. | | M.P. | |
| | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| 02 | Dépenses de cabinet | 05 | Subsistance | 02.008 | 2.614 | 2.954 | 2.614 | 2.954 |
| 10 | Secrétariat général | 01 | Fonctionnel | 10.001 | 0 | 610 | 0 | 910 |
| 10 | Secrétariat général | 05 | Audits | 10.025 | 666 | 657 | 669 | 657 |
| 10 | Secrétariat général | 07 | (A supprimer) Géomatique | 10.027 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Secrétariat général | 08 | Plan de relance de la Wallonie | 10.028 | 0 | 28.000 | 0 | 28.000 |
| 11 | Support : Personnel, affaires juridiques, gestion mobilière et immobilière | 01 | Fonctionnel | 11.001 | 0 | 91.726 | 0 | 96.772 |
| 11 | Personnel et affaires générales | 02 | (A supprimer) Gestion du personnel | 11.031 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 12 | Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication | 01 | (A supprimer) Fonctionnel | 12.001 | 610 | 0 | 910 | 0 |
| 12 | Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication | 22 | (A supprimer) Equipement et fournitures | 12.040 | 53.216 | 0 | 40.308 | 0 |
| 12 | Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication | 23 | (A supprimer) Gestion immobilière et bâtiments | 12.041 | 37.476 | 0 | 37.906 | 0 |
| 12 | Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication | 31 | (A supprimer) Implantation immobilière | 12.042 | 30.117 | 0 | 23.223 | 0 |
| 12 | Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication | 50 | (A supprimer) Fonds budgétaire : Fonds de gestion énergétique immobilière | 12.043 | 30 | 0 | 30 | 0 |
| 14 | Mobilité et infrastructures | 01 | Fonctionnel | 14.001 | 586 | 586 | 586 | 586 |
| 14 | Mobilité et infrastructures | 04 | Aéroports et aérodromes régionaux | 14.046 | 91.540 | 80.393 | 91.561 | 82.539 |
| 14 | Mobilité et infrastructures | 06 | Infrastructures sportives | 14.047 | 65.623 | 71.223 | 61.360 | 69.360 |
| 14 | Mobilité et infrastructures | 11 | Réseau routier, autoroutier et voies hydrauliques - Construction et entretien du réseau | 14.049 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 14 | Mobilité et infrastructures | 55 | Fonds budgétaire : Fonds pour la promotion et le développement de l'activité hippique | 14.055 | 800 | 800 | 800 | 800 |
| 15 | Agriculture, ressources naturelles et environnement | 11 | (A supprimer) Nature, Forêt, Chasse-pêche | 15.060 | 0 | - | 0 | - |
| 16 | Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie | 02 | (A supprimer)Logement : secteur public | 16.078 | 0 | - | 0 | - |
| 16 | Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie | 12 | (A supprimer)Logement : secteur public | 16.081 | 0 | - | 0 | - |
| 16 | Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie | 31 | (A supprimer) Energie | 16.083 | 0 | - | 0 | - |
| 19 | Finances | 01 | Fonctionnel | 19.001 | 23.166 | 24.636 | 37.855 | 23.122 |
| 19 | Finances | 02 | Fiscalité | 19.119 | 6.378 | 5.106 | 5.628 | 4.356 |
| 19 | Finances | 03 | Budget-Comptabilité-Trésorerie | 19.034 | 3.510 | 3.912 | 5.582 | 3.786 |
| 19 | Finances | 04 | Gestion du Trésor | 19.035 | 1.581 | 1.882 | 1.581 | 1.882 |
| 19 | Finances | 05 | Dettes et garanties | 19.036 | 1.277.641 | 1.286.143 | 1.277.641 | 1.286.143 |
| 19 | Finances | 06 | Finance et Comptabilité | 19.037 | 2.272 | 2.540 | 2.272 | 2.540 |
| 19 | Finances | 07 | Gestion de la Cellule fiscale | 19.038 | 1.766 | 1.934 | 1.766 | 1.934 |
| **Totaux** | | | | | **1.599.592** | **1.603.102** | **1.592.292** | **1.606.341** |

**Légende :**
D.O. : n° de la division organique
Libellé : dénomination de la division

Prog. : n° de programme
Libellé : dénomination du programme
Prog. WBFIN : 3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe
MA 2022 : moyens d'engagement prévus au budget 2022 initial
MA 2023 : moyens d'engagement prévus au budget 2023 initial
MP 2022 : moyens de paiement prévus au budget 2022 initial
MP 2023 : moyens de paiement prévus au budget 2023 initial

## III.3. TABLEAU DES DEPENSES

### DIVISION ORGANIQUE 02 – DEPENSES DE CABINET

PROGRAMME 05 : SUBSISTANCE

| Moyens budgétaires | Tit. | D.O. | Prog. | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE CL DP | RIEP | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| Traitement et frais de représentation du Membre du Gouvernement wallon 2019-2024 | I | 02 | 05 | 02.008 | 11 01 00 | 81100000 | 008.001 | CE/CL | | 118 | 123 | 118 | 123 |
| Traitements et indemnités du personnel du cabinet du Membre du Gouvernement wallon 2019-2024 | I | 02 | 05 | 02.008 | 11 03 00 | 81100000 | 008.002 | CE/CL | | 2.139 | 2.452 | 2.139 | 2.452 |
| Indemnités généralement quelconques au personnel 2019-2024 | I | 02 | 05 | 02.008 | 11 05 40 | 81140000 | 008.003 | CE/CL | | 106 | 122 | 106 | 122 |
| Loyer des biens immobiliers pris en location par le cabinet, en ce compris les loyers et charges locatives, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments, impôts grevant les bâtiments 2019-2024 | I | 02 | 05 | 02.008 | 12 01 12 | 81212000 | 008.004 | CE/CL | | 9 | 10 | 9 | 10 |
| Remboursement du personnel détaché | I | 02 | 05 | 02.008 | 12 02 21 | 81221000 | 008.013 | CE/CL | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxes voitures | I | 02 | 05 | 02.008 | 12 03 50 | 81250000 | 008.014 | CE/CL | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de fonctionnement du cabinet 2019-2024 | I | 02 | 05 | 02.008 | 12 20 11 | 81211000 | 008.005 | CE/CL | | 187 | 184 | 187 | 184 |
| Dépenses patrimoniales du cabinet 2019-2024 | II | 02 | 05 | 02.008 | 74 01 22 | 87422000 | 008.006 | CE/CL | | 55 | 63 | 55 | 63 |
| Achat de matériel de transport | II | 02 | 05 | 02.008 | 74 02 10 | 87410000 | 008.007 | CE/CL | | - | - | - | |
| **Total** | | | | | | | | | | **2.614** | **2.954** | **2.614** | **2.954** |

**OBJECTIFS DU PROGRAMME**

Ce programme est destiné à couvrir les frais de fonctionnement, d'investissement et de personnel du cabinet du Ministre.

**COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE**

**A.B. 11.01.00 – 008.001 Traitement et frais de représentation du Membre du Gouvernement wallon 2019-2024**
(Code SEC : 11.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **123** milliers EUR
  Liquidation : **123** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir la charge du traitement et des indemnités payées au Ministre, membre du Gouvernement. Une économie de 2% est appliquée sur les indemnités ministérielles, conformément à la décision du conclave.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 123 | 123 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **123** | **123** | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

**A.B. 11.03.00 – 008.002 Traitements et indemnités du personnel du cabinet du Membre du Gouvernement wallon 2019-2024**
(Code SEC : 11.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **2.452** milliers EUR
  Liquidation : **2.452** milliers EUR

- Ce crédit est destiné :
  - Au paiement de l'article tenant lieu de traitement aux membres des cabinets qui ne sont pas issus d'un service public ou dont le contrat est suspendu dans leur service d'origine ;
  - Au paiement de l'allocation de cabinet octroyée aux agents détachés d'un service public ;
  - Au remboursement des traitements des agents à leur service d'origine lorsque ce dernier le réclame.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 2.452 | 2.452 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **2.452** | **2.452** | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 11.05.40 – 008.003 Indemnités généralement quelconques au personnel 2019-2024**
(Code SEC : 11.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **122** milliers EUR
  Liquidation : **122** milliers EUR

- Ce crédit est destiné au paiement des différentes indemnités et allocations diverses (indemnité pour télétravail régulier, frais de parcours domicile-lieu de travail et chèques-repas).

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 122 | 122 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **122** | **122** | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.01.12 – 008.004 Loyer des biens immobiliers pris en location par le cabinet, en ce compris les loyers et charges locatives, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments, impôts grevant les bâtiments 2019-2024**
(Code SEC : 12.12)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **10** milliers EUR
  Liquidation : **10** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à payer les frais de loyers (et dépenses assimilées) ainsi que les indemnités de logement accordées au Ministre en vertu des dispositions réglementaires reprises ci-dessus en base légale.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 10 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **10** | **10** | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.01.21 – 008.013 Remboursement du personnel détaché**
(Code SEC : 12.21)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ce crédit est destiné à rembourser le traitement de personnel détaché d'autres entités publiques fédérale ou fédérée. Ce domaine fonctionnel sera le cas échéant alimenté pendant l'année 2023 par reventilation de crédits au sein du programme.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **0** | **0** | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.01.50 – 008.014 Taxes voitures**
(Code SEC : 12.50)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ce crédit est destiné à payer les taxes de mise en circulation et de circulation de véhicules du cabinet. Ce domaine fonctionnel sera alimenté, le cas échéant, en cours d'année par réallocation budgétaire.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **0** | **0** | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.20.11 – 008.005 Frais de fonctionnement du cabinet 2019-2024**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **184** milliers EUR
  Liquidation : **184** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à la prise en charge des frais liés aux besoins logistiques du cabinet (imprimés, timbres, carburant, entretien des véhicules, économat, entretien du matériel informatique, téléphone, gsm, etc.).
  Une économie de 2% est appliquée sur les frais de fonctionnement du cabinet, conformément à la décision prise par le Gouvernement en conclave.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 184 | 184 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **184** | **184** | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 74.01.22 – 008.006 Dépenses patrimoniales du cabinet 2019-2024**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **63** milliers EUR
  Liquidation : **63** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à l'acquisition de biens durables, i.e. matériel informatique, mobilier.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 63 | 63 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **63** | **63** | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 74.02.10 – 008.007 Achat de matériel de transport**
(Code SEC : 74.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ce crédit est destiné à l'acquisition de matériel de transport.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## DIVISION ORGANIQUE 10 – SECRETARIAT GENERAL

PROGRAMME 01 : FONCTIONNEL

| Moyens budgétaires | Tit. | D.O. | Prog. | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE CL DP | R I E P | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(Nouveau)** Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives) | I | 10 | 01 | 10.001 | 12 03 11 | 81211000 | 001.105 | CE/CL | | 0 | 290 | 0 | 210 |
| **(A supprimer)** Entretien, réparation, carburant et assurance des véhicules du Secrétariat général | I | 10 | 01 | 10.001 | 12 07 11 | 81211000 | 001.010 | CE/CL | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **(Nouveau)** Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques | II | 10 | 01 | 10.001 | 74 04 22 | 87422000 | 001.106 | CE/CL | | 0 | 320 | 0 | 700 |
| **Total** | | | | | | | | | | **0** | **610** | **0** | **910** |

**Légende :**
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes ; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : 3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2022 : moyens d'engagement de l'exercice 2022
MA 2023 : moyens d'engagement prévus au budget 2023
MP 2022 : moyens de paiement de l'exercice 2022
MP 2023 : moyens de paiement prévus au budget 2023

### OBJECTIFS DU PROGRAMME

Les moyens présents sur les articles de base de ce programme qui relèvent de la tutelle du Ministre ayant dans ses compétences la gestion mobilière et immobilière ont été centralisés au sein du programme 10.01, afin d'assurer une gestion centralisée par le service informatique du Secrétariat général des crédits informatiques dédicacés aux Divisions Organiques (DO) 10, 11 et 12.

## COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

**A.B. 12.03.11 – 001.105 (Nouveau) Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives)**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **290** milliers EUR
  Liquidation : **210** milliers EUR

  Ce crédit est destiné à couvrir les frais de fonctionnement informatique courants spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives) des départements de la Gestion mobilière et Immobilière, logés au sein du SPW Support.

  Il s'agit notamment de licences ou de maintenance liées aux applications métiers essentielles à ces deux départements : EMIS, ImmoTep (Planon), Archicad et SILOG, renouvellement des souscription ODOO, etc.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 80 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 290 | 210 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 290 | 210 | 80 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.07 – 001.010 (A supprimer) Entretien, réparation, carburant et assurance des véhicules du Secrétariat général**
(CODE SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

  Cet article était destiné à couvrir les frais liés à l'utilisation des véhicules du Secrétariat général. Les crédits nécessaires sont maintenant inscrits au sein du programme 11.01 géré par le SPW Support.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non règlementée.

**A.B. 74.04.22 – 001.106 (Nouveau) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **320** milliers EUR
  Liquidation : **700** milliers EUR

  Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses d'investissement informatiques des départements de la Gestion mobilière et Immobilière logés au sein du SPW Support, préalablement enregistrées sur les DF 001.022 et 001.087. Une transcodification est réalisée pour transférer les visas ouverts sur ces deux DF à supprimer vers le nouveau DF 001.106.

  Les dépenses enregistrées sur ce DF couvrent le développement d'applications informatiques nécessaires aux deux départements de la Gestion mobilière et immobilière : ImmoTep, SILOG (notamment l'intégration avec WBFIN), Projet Magasin du SPW MI, etc.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 380 | 380 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 320 | 320 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 700 | 700 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## DIVISION ORGANIQUE 10 – SECRETARIAT GENERAL

PROGRAMME 05 : AUDITS

| Moyens budgétaires | Tit. | D.O. | Prog | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE CL DP | RIEP | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| Remboursement de traitements, allocations et indemnités du personnel de la cellule Audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens | I | 10 | 05 | 10.025 | 11 01 00 | 81100000 | 025.001 | CE/CL | | 184 | 217 | 184 | 217 |
| **(A supprimer)** Frais de fonctionnement du Département d'Audit | I | 10 | 05 | 10.025 | 12 02 11 | 81211000 | 025.002 | CE/CL | | - | 0 | 3 | 0 |
| **(A supprimer)** Frais de fonctionnement du Service Commun d'Audit | I | 10 | 05 | 10.025 | 12 03 11 | 81211000 | 025.003 | CE/CL | | 250 | 0 | 250 | 0 |
| Frais de fonctionnement de la cellule d'audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens | I | 10 | 05 | 10.025 | 12 06 11 | 81211000 | 025.004 | CE/CL | | 52 | 47 | 52 | 47 |
| Prestation d'assistance pour la CAIF | I | 10 | 05 | 10.025 | 12 07 11 | 81211000 | 025.005 | CE/CL | | 162 | 370 | 162 | 370 |
| **(A supprimer)** Frais d'équipement du Département d'Audit | II | 10 | 05 | 10.025 | 74 05 22 | 87422000 | 025.008 | CE/CL | | - | 0 | - | 0 |
| Frais d'équipement de la cellule d'audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens | II | 10 | 05 | 10.025 | 74 07 22 | 87422000 | 025.009 | CE/CL | | 18 | 23 | 18 | 23 |
| **Total** | | | | | | | | | | **666** | **657** | **669** | **657** |

### OBJECTIFS DU PROGRAMME

Le programme 05 de la division organique 10 du budget couvre les besoins pour les missions habituelles de la cellule d'audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens.

Le Département de l'audit a été remplacé par le Service commun d'audit depuis le 1er juillet 2021. Ses missions et son personnel ont été intégrés au Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie. Les crédits du Service Commun d'Audit ne sont plus repris sous ce programme à l'initial 2023. Ces derniers sont logés au sein du nouveau programme 09.123 « Service Commun d'Audit ».

### COMMENTAIRES PAR ARTICLE DE BASE

**A.B. 11.01.00 – 025.001 Remboursement de traitements, allocations et indemnités du personnel de la cellule Audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens**
(Code SEC : 11.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2022 relatif à la Cellule audit de l'Inspection des finances pour les Fonds européens et abrogeant l'AGW du 8 février 2002, tel que modifié par l'AGW du 6 avril 2022.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **217** milliers EUR
  Liquidation : **217** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir le coût des allocations octroyées aux agents mis à la disposition de l'Inspection des finances pour l'exécution de ses missions. Ce crédit prévoit la prise en charger du coût patronal des chèques repas et des frais de gestion. Il prévoit en outre le remboursement des frais de déplacement domicile-lieu de travail antérieurement pris en charge par le SPW.

  Il avait été mis à l'initial 2022 en conformité avec le nouveau cadre prévu par l'AGW organique de la CAIF du 19 janvier 2022 modifié par l'AGW du 6 avril 2022.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 217 | 217 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Totaux** | **217** | **217** | **0** | **0** | **0** | **0** |

- Liquidation Trésorerie : mensuelle.

**A.B.12.02.11 – 025.002 (A supprimer) Frais de fonctionnement du Département d'Audit**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  - Dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics ;
  - Décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ;
  - Protocole conclu entre les Autorités gouvernementales (le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française) et le Corps de l'Inspection des finances fixant les modalités d'exercice des missions visées à l'article 27 du Règlement délégué (UE) n° 1303/2013 en matière de FEDER (Programmation 2014-2021) ;
  - Protocole conclu entre les Autorités gouvernementales (le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française) et le Corps de l'Inspection des finances fixant les modalités d'exercice des missions visées à l'article 62 1.b) du Règlement n° 1083/2006 en matière de FEDER et d'association aux missions visées à l'article 62 1.a) du Règlement n° 1083/2006 en matière de FEDER (Programmation 2007-2013).

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les frais de fonctionnement du Département d'Audit.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Totaux** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |

- liquidation Trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.03.11 – 025.003 (A supprimer) Frais de fonctionnement du Service Commun d'Audit**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d'audit, dénommé « Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie » du 21/7/2016, MB 7/3/2017.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Cet article était destiné à couvrir les frais de fonctionnement du Service Commun d'Audit. Les crédits sont logés, à partir de l'initial 2023, au programme 09.123 « Service Commun d'Audit ».

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Totaux** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.06.11 – 025.004 Frais de fonctionnement de la Cellule audit de l'Inspection des finances pour les Fonds européens.**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2022 relatif à la Cellule audit de l'Inspection des finances pour les Fonds européens et abrogeant l'AGW du 8 février 2002, tel que modifié par l'AGW du 6 avril 2022.

  Contrat d'administration conclu le 11 février 2016 entre le Corps Interfédéral de l'Inspection des finances, d'une part, et le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire francophone pour l'exécution de la mission d'Autorité d'audit des programmes cofinancés par les Fonds structurels européens, par le FEM et la mission d'audit du volet Intégration francophone du fonds Asile, migration et intégration (Période de programmation 2014-2020) et le projet d'avenant à ce contrat intégrant la mission du Plan de relance (qui devrait être soumis prochainement aux Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française et au Collège de la COCOF ainsi qu'au Chef de Corps de l'Inspection des finances).

- Montant du crédit proposé : Engagement : **47** milliers EUR
  Liquidation : **47** milliers EUR

- Cette allocation est destinée à couvrir la participation de la Région aux frais de fonctionnement de la Cellule audit de l'Inspection des finances pour les Fonds européens (CAIF).

  Le contrat d'administration actuellement d'application prévoit que les moyens matériels requis pour les activités de la CAIF sont pris en charge de la même manière et selon les mêmes modalités que ceux qui sont requis par les autres missions de l'I.F. auprès du Gouvernement wallon, et que quatre allocations budgétaires spécifiques sont créées, pour pourvoir aux frais de fonctionnement et d'équipement occasionnés par la mission.

Le montant de 47 milliers d'euros pour l'exercice 2023, est destiné à couvrir les frais de fonctionnement courants de la cellule, tels que notamment : fournitures de bureau, consommables, abonnements mobiles, gsm, documentation, séminaires et formations, maintenance de logiciels et d'applications métiers, frais de déplacement, indemnités de téléphonie et de connexion internet.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 47 | 47 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Totaux** | **47** | **47** | **0** | **0** | **0** | **0** |

- Liquidation trésorerie : non réglementée

**A.B. 12.07.11 – 025.005 Prestations d'assistance pour la CAIF**
(CODE SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2022 relatif à la Cellule audit de l'Inspection des finances pour les Fonds européens et abrogeant l'AGW du 8 février 2002, tel que modifié par l'AGW du 6 avril 2022.

  Contrat d'administration conclu le 11 février 2016 entre le Corps Interfédéral de l'Inspection des finances, d'une part, et le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire francophone pour l'exécution de la mission d'Autorité d'audit des programmes cofinancés par les Fonds structurels européens, par le FEM et la mission d'audit du volet Intégration francophone du fonds Asile, migration et intégration (Période de programmation 2014-2020) et le projet d'avenant à ce contrat intégrant la mission du Plan de relance (qui devrait être soumis prochainement aux Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française et au Collège de la COCOF ainsi qu'au Chef de Corps de l'Inspection des finances).

- Montant du crédit proposé : Engagement : **370** milliers EUR
  Liquidation : **370** milliers EUR

- Les crédits prévus à cette allocation sont destinés à couvrir les prestations sous-traitées au secteur privé dans le cadre de marchés de services.

  La CAIF doit passer un marché public de services en 2023 en vue de l'audit de la nouvelle application Calista développée par le Département de la Coordination des Programmes FEDER du SPW à la fois pour la gestion et le contrôle des projets FEDER mais également des projets du plan de relance financés par la Commission européenne, le PNRR. Ce marché couvrira également les nouveaux développements de la Base de données de l'Agence FSE pour les projets FSE+ et AMIF. La CAIF a établi le budget en référence à un marché similaire passé en 2018, comptant 104 jours/hommes et 1.150 €/jour/homme (TVAC) mais ne portant que sur le FEDER et le FSE. Vu l'évolution des prix, un montant de 1.250 €/jour/homme (TVAC) est pris en compte pour un nombre de 125 jours/hommes tenant compte de travaux et d'un rapport spécifique pour le PNRR. Cela conduit pour ce marché à un budget estimé de 156.250 € TVAC. Etant donné que les dépenses du plan wallon Brexit seront également gérées par Calista, un rapport spécifique devra être établi également pour ce programme. A priori, les fonctionnalités ne devraient pas être différentes des autres programmes. Le montant estimé du marché n'est dès lors pas augmenté.

En sa séance du 6 avril 2022, le GW a approuvé le plan Brexit détaillant les mesures identifiées qui seront financées au titre de la réserve d'ajustement au Brexit. Le montant attribué à la Région wallonne s'élève à 110.847.177,35 €. Par cette même décision, il fait état des autorités qui ont été notifiées par la Belgique à la Commission européenne. L'autorité d'audit qui a été notifiée est le Corps interfédéral de l'Inspection des finances. Pour la Wallonie, c'est la CAIF qui est désignée.

Vu la période assez courte dans laquelle les travaux d'audit seront à réaliser et vu le marché du travail très tendu, il est proposé que la CAIF passe un marché public de services d'achat de jours/hommes auditeurs. Cela permettra, en outre, d'éviter de devoir modifier l'AGW organique de la CAIF pour augmenter temporairement le cadre du personnel.

En vue de l'incertitude sur le montant d'assistance technique que la Commission européenne apportera (2,5% des dépenses validées par elle), il est proposé de budgéter le coût de l'audit sur les crédits de la CAIF.

Le budget estimé de ce marché s'élève à 204.000 € (240 jours à 850 € TVAC/jour).

Un montant de 10.000 € prévu pour des besoins plus ponctuels de la CAIF (marché de formation en néerlandais et anglais, notamment).

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 370 | 370 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Totaux** | **370** | **370** | **0** | **0** | **0** | **0** |

- Liquidation trésorerie : non réglementée

**A.B.74.05.22 – 025.008 (A supprimer) Frais d'équipement du Département d'Audit**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics ;

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Les crédits nécessaires pour le Département d'audit, repris au sein du Service Commun d'Audit, sont logés sur le programme 09.123 « Service Commun d'Audit ». à l'initial 2023.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Totaux** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 74.07.22 – 025.009 Frais d'équipement de la Cellule audit de l'Inspection des finances pour les Fonds européens.**
(CODE SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2022 relatif à la Cellule audit de l'Inspection des finances pour les Fonds européens et abrogeant l'AGW du 8 février 2002, tel que modifié par l'AGW du 6 avril 2022.

  Contrat d'administration conclu le 11 février 2016 entre le Corps Interfédéral de l'Inspection des finances, d'une part, et le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire francophone pour l'exécution de la mission d'Autorité d'audit des programmes cofinancés par les Fonds structurels européens, par le FEM et la mission d'audit du volet Intégration francophone du fonds Asile, migration et intégration (Période de programmation 2014-2020) et le projet d'avenant à ce contrat intégrant la mission du Plan de relance.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **23** milliers EUR
  Liquidation : **23** milliers EUR

- Cette allocation est destinée à couvrir les frais d'équipement rendus nécessaires par l'exécution des missions d'audit dont les termes sont rappelés ci-dessus. Comme exposé, le renforcement en personnel de la Cellule impliquera un besoin d'équipements complémentaires. (coût de l'aménagement des locaux, bureaux, chaises, armoires, rangements et aménagements périphériques). L'équipement d'une salle par un écran pour le travail collaboratif est prévu.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 23 | 23 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Totaux** | **23** | **23** | **0** | **0** | **0** | **0** |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## DIVISION ORGANIQUE 10 – SECRETARIAT GENERAL

### (A SUPPRIMER) PROGRAMME 07 : COMMUNICATIONS, ARCHIVES ET DOCUMENTATION

| Moyens budgétaires | Tit. | D.O. | Prog. | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE CL DP | RIEP | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(A supprimer)** Achat de biens meubles durables spécifiques au programme | I | 10 | 07 | 10.027 | 74 01 22 | 87422000 | 027.006 | CE/CL | | - | - | - | - |
| **Total** | | | | | | | | | | **-** | **-** | **-** | **-** |

**Objectifs du programme**

Suite au projet Connexion et à l'absorption par le Secrétariat Général (SG) de trois entités de l'ex-BLTIC, une refonte complète du programme budgétaire a été proposée pour correspondre à la nouvelle structure du SG, à savoir :

DO 10 : Secrétariat Général et ses entités stratégiques ;
DO 11 : Support avec ses entités RH, Support à la fonction publique régionale, Communication, Gestion mobilière et Gestion Immobilière ;
DO 12 : Digital avec le regroupement des entités.

Pour concrétiser les opérations, le programme 10.027 « Géomatique » est donc supprimé de la DO 10 pour être transféré au sein de la DO 12 – Programme 12.027.

En outre, la centralisation des crédits de la gestion mobilière au sein du nouveau programme 11.001 entraîne la suppression de diverses adresses budgétaires présentes dans différents départements du SPW.

**Commentaire par article de base**

**A.B. 74.01.22 – 027.006 (A supprimer) Achats de biens meubles durables spécifiques au programme**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

- Montant du crédit proposé : - engagement: **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## DIVISION ORGANIQUE 10 – SECRETARIAT GENERAL

PROGRAMME 08 : PLAN DE RELANCE DE LA WALLONIE

| Moyens budgétaires | Tit. | D.O. | Prog. | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE CL DP | RIEP | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(A supprimer )** Provision COVID | I | 10 | 08 | 10.028 | 01 06 00 | 80100002 | 028.006 | CE/CL | | - | - | - | - |
| **(Nouveau) Provision surcoût énergie** | I | 10 | 08 | 10.028 | 01.01.00 | 80100001 | 028.009 | CE/CL | | - | 28.000 | - | 28.000 |
| **Total** | | | | | | | | | | **-** | **28.000** | **-** | **28.000** |

### OBJECTIFS DU PROGRAMME

Ce programme regroupe différentes provisions transversales, dont la provision « Surcoût énergie » dévolue au Ministre Dolimont.

### COMMENTAIRES PAR ARTICLE DE BASE

**A.B. 01.06.00 – 028.006 (A supprimer) Provision relance-COVID**
(Code SEC : 01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  Décret budgétaire

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**(Nouveau) A.B. 01.01.00 – 028.009 Provision surcoût énergie**
(Code SEC : 01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire

- Montant du crédit proposé : Engagement : **28.000** milliers EUR
  Liquidation : **28.000** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à compenser financièrement les SPW et les UAP par rapport aux surcoûts liés à

l’évolution du prix des sources énergétiques (gaz, électricité, mazout de chauffage, etc).

- Dévolution des crédits (en milliers d’euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 28.000 | 28.000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **28.000** | **28.000** | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## DIVISION ORGANIQUE 11 : SUPPORT : PERSONNEL, AFFAIRES JURIDIQUES, GESTION MOBILIERE ET IMMOBILIERE

### PROGRAMME 11.001 (EX 12.22, 12.23 ET 12.31) : FONCTIONNEL

| Moyens budgétaires | Tit. | DO | Prog. | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE/ CL/ DP | R I E P | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(Nouveau)** Convention In-House – Inventaires amiante avec l'ISSeP | I | 11 | 01 | 001 | 12.01.21 | 81221000 | 001.136 | CE/CL | | - | 0 | - | 0 |
| **(Nouveau)** Achats de biens et services non-durables, frais de fonctionnement et d'équipement - Gestion mobilière | I | 11 | 01 | 001 | 12.03.11 | 81211000 | 001.107 | CE/CL | | - | 23.352 | - | 23.352 |
| **(Nouveau)** Achats de biens et services non-durables, dépenses de fonctionnement (consommations énergétiques, entretien sanitaire, gardiennage, déménagements, contrôles légaux), d'entretien et maintenance, de frais d'études et de fournitures - Gestion immobilière | I | 11 | 01 | 001 | 12.04.11 | 81211000 | 001.108 | CE/CL | | - | 15.631 | - | 16.103 |
| **(Nouveau)** Loyers des biens immobiliers pris en location | I | 11 | 01 | 001 | 12.05.12 | 81212000 | 001.129 | CE/CL | | - | 21.750 | - | 21.386 |
| **(Nouveau)** Taxes pour tous les véhicules du SPW | I | 11 | 01 | 001 | 12.06.50 | 81250000 | 001.109 | CE/CL | | - | 360 | - | 360 |
| **(Nouveau)** Précomptes immobilier et taxes diverses en lien avec les bâtiments à la charge du Département de la Gestion immobilière | I | 11 | 01 | 001 | 12.07.50 | 81250000 | 001.110 | CE/CL | | - | 500 | - | 500 |
| **(Nouveau)** Intérêts de retard liés à la gestion Immobilière | I | 11 | 01 | 001 | 21.01.40 | 82140000 | 001.111 | CE/CL | | - | 1 | - | 1 |
| **(Nouveau)** Interventions résultant des opérations de promotion (paiement des intérêts) | I | 11 | 01 | 001 | 21.02.10 | 82110000 | 001.133 | CE/CL | | - | 2 | - | 2 |
| **(Nouveau)** Amendes de retard – Contrôles Techniques pour tous les véhicules du SPW | I | 11 | 01 | 001 | 32.01.00 | 83200000 | 001.122 | CE/CL | | - | 20 | - | 20 |
| **(Nouveau)** Achat de bâtiments à l'intérieur du secteur des administrations publiques | II | 11 | 01 | 001 | 71.01.31 | 87131000 | 001.130 | CE/CL | | - | 0 | - | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **(Nouveau)** Achat de bâtiments dans d'autres secteurs que le secteur des administrations publiques | II | 11 | 01 | 001 | 71.02.32 | 87132000 | 001.131 | CE/CL | | - | 0 | - | 0 |
| **(Nouveau)** Travaux d'aménagement, de construction et de rénovation effectués dans les bâtiments administratifs de la Région wallonne | II | 11 | 01 | 001 | 72.01.00 | 87200000 | 001.112 | CE/CL | | - | 17.898 | - | 21.095 |
| **(Nouveau)** Provision : acquisition de véhicules | II | 11 | 01 | 001 | 74.01.10 | 87410000 | 001.113 | CE/CL | | - | 5.151 | - | 5.660 |
| **(Nouveau)** Provision : acquisition de biens meubles durables et patrimoniaux | II | 11 | 01 | 001 | 74.04.22 | 87422000 | 001.114 | CE/CL | | - | 6.551 | - | 7.783 |
| **(Nouveau)** Achat de biens meubles durables destinés à l'aménagement des bâtiments, et de matériel et outillage - Gestion immobilière | II | 11 | 01 | 001 | 74.05.22 | 87422000 | 001.115 | CE/CL | | - | 20 | - | 20 |
| **(Nouveau)** Interventions résultant des opérations de promotion (remboursement de capital) | II | 11 | 01 | 001 | 91.01.10 | 89110000 | 001.132 | CE/CL | | - | 490 | - | 490 |
| **Total** | | | | | | | | | | **-** | **91.726** | **-** | **96.772** |

**Légende :**
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes ; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2022 : moyens d'engagement de l'exercice 2022
MA 2023 : moyens d'engagement prévus au budget 2023
MP 2022 : moyens de paiement de l'exercice 2022
MP 2023 : moyens de paiement prévus au budget 2023

## OBJECTIFS DU PROGRAMME

Suite au projet Connexion et au regroupement, au sein du Secrétariat général, de trois entités de l'ex-BLTIC, une refonte complète de la structure budgétaire est proposée pour correspondre à la nouvelle organisation du SG à savoir :

- DO 10 : Secrétariat Général et ses entités stratégiques ;
- DO 11 : Support avec ses entités RH, Support à la fonction publique régionale, Communication, Gestion mobilière et Gestion Immobilière ;
- DO 12 : Digital avec le regroupement des entités.

Concrètement, en ce qui concerne les crédits dévolus au Ministre Dolimont, les anciens programmes du Département de la Gestion mobilière (12.22) et du Département de la Gestion immobilière (12.23 et 12.31) sont maintenant regroupés au sein du programme fonctionnel 11.001 du SPW Support.

Il ressort en effet de la lecture du décret WBFIN et des travaux parlementaires qui ont conduit à son élaboration, que les frais de fonctionnement des SPW (soit principalement les adresses budgétaires de SEC 12 et 74) doivent en principe être logés au sein d'un programme fonctionnel.

Ensuite, conformément à la circulaire budgétaire 2022/02 portant sur l'élaboration du budget initial 2023, des regroupements d'AB ont été effectués au sein du Département de la gestion mobilière et du Département de la gestion immobilière.

Ces regroupements font suite aux conclusions des travaux du BBZ, et plus particulièrement de l'analyse menée sur la structure budgétaire et le nombre d'adresses budgétaires que contient le budget général des dépenses des SPW.

## COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

**A.B. 12.01.21 – 001.136 (Nouveau) Convention In-House – Inventaires amiante avec l'ISSeP**
(Code SEC : 12.21)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Convention in house du 20 juin 2022 en vue de l'établissement des inventaires amiante et des mises à jour annuelles, la réalisation d'analyses du (air, eau, poussière, matériaux, exposition aux champs magnétiques,…) pour le Département de la Gestion immobilière du SPW Support.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

  Ces crédits sont destinés à couvrir les frais éventuels facturés par l'ISSeP dans le cadre de la convention in house précitée.

  Le cas échéant, une réallocation de crédits sera effectuée en cours d'exercice afin d'alimenter ce domaine fonctionnel.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | | | | | | |
| Crédits 2023 | | | | | | |
| Totaux | | | | | | |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.03.11 – 001.107 (Nouveau) Achats de biens et services non-durables, frais de fonctionnement et d'équipement - Gestion mobilière**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;
  - Loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs et de ses arrêtés d'exécution rassemblés dans le

Code sur le bien-être au travail.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **23.352 milliers EUR**
  Liquidation : **23.352 milliers EUR**

Cette nouvelle adresse budgétaire regroupe, pour le Département de la Gestion mobilière, les AB suivants de l'ancien programme 12.22 :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **12 22** | **12 01 11** | **81211000** | **040.001** | Achat de biens meubles non patrimoniaux (en ce compris les équipements de protection et de travail, uniformes) – frais de fonctionnement des biens meubles patrimoniaux et non patrimoniaux (réparation, entretien, location, abonnement au réseau de télécommunication A.S.T.R.I.D, transactions Bancontact, blanchisserie) |
| **12 22** | **12 02 11** | **81211000** | **040.002** | Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunion, frais de publication |
| **12 22** | **12 03 11** | **81211000** | **040.003** | Achat de biens meubles non durables et prestations de services - Fournitures de bureau |
| **12 22** | **12 04 11** | **81211000** | **040.004** | Provision : Véhicules – équipement, entretien, réparation, assurance et carburant |
| **12 22** | **12 09 11** | **81211000** | **040.007** | Achats de biens meubles non durables et prestations de services - Cafétérias, catering, poste, entretien sanitaires, … |

Les crédits sollicités sont destinés à couvrir les besoins du Département de la gestion mobilière dans les principaux domaines suivants :

- acquisition de biens et services pour l'ensemble des services du SPW : équipements de protection et de travail, uniformes, dépenses liées au fonctionnement (entretien, réparation, location de biens, abonnements divers, etc), fournitures de bureau ;
- Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunion, frais de publication en lien avec la Gestion mobilière ;
- Equipement, entretien, réparation, assurance et carburant pour les véhicules des SPW ;
- Frais postaux, entretiens sanitaires, cafétérias, catering, etc.

Les besoins de la gestion mobilière sont basés, d'une part, sur certains besoins récurrents des services, estimés sur base de statistiques de consommation des années antérieures, et d'autre part, sur les besoins spécifiques remontés par les divers SPW. Un exercice de priorisation des besoins et des crédits est également de mise dans l'actuel contexte difficile des finances publiques wallonnes.

Le regroupement précité permettra une meilleure allocation directe entre cette grande diversité de postes de dépenses de fonctionnement, et une optimisation de la gestion des contrats marchés publics et des crédits y afférents.

Dans le cadre d'une meilleure efficacité et efficience dans l'utilisation des moyens, une étude portant sur la révision de la politique d'affectation de véhicules de service (un des plus importants postes en fonctionnement et en investissement) ainsi que l'analyse et la mise en place du leasing opérationnel de véhicules sont lancées.

En ce qui concerne les frais de carburant et d'énergie financés par le Département de la Gestion mobilière, il pourra être fait appel à la provision « surcoûts énergie » logée au programme 10.028 et dotée de 28.000 milliers d'euros.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 2.793 | 2.793 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 23.352 | 20.559 | 2.793 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **26.145** | **23.352** | **2.793** | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.04.11 – 001.108 (Nouveau) Achats de biens et services non-durables, dépenses de fonctionnement (consommations énergétiques, entretien sanitaire, gardiennage, déménagements, contrôles légaux), d'entretien et maintenance, de frais d'études et de fournitures - Gestion immobilière**

(Code SEC: 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **15.631** milliers EUR
  Liquidation : **16.103** milliers EUR

  Cette nouvelle adresse budgétaire regroupe, pour le Département de la Gestion immobilière, les anciennes adresses suivantes des programmes 12.23 et 12.31 proposés à la suppression :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **12 23** | **12 05 11** | **81211000** | **041.002** | Dépenses de fonctionnement et taxes en relation avec la location ou la propriété de biens immobiliers |
| **12 23** | **12 06 11** | **81211000** | **041.003** | Contrôles légaux |
| **12 23** | **12 07 11** | **81211000** | **041.004** | Déménagements |
| **12 23** | **12 08 11** | **81211000** | **041.005** | Entretien (maintenance et réparation) des bâtiments administratifs de la Région wallonne |
| **12 23** | **12 09 11** | **81211000** | **041.006** | Fournitures destinées aux travaux effectués par la Gestion immobilière |
| **12 23** | **12 10 11** | **81211000** | **041.007** | Etudes liées à la fourniture d'énergie |
| **12 23** | **12 11 11** | **81211000** | **041.011** | Achat de biens meubles non durables et prestations de services - Fournitures de bureau |
| **12 23** | **12 12 11** | **81211000** | **041.008** | Dépenses courantes de nettoyage, d'entretien et de sécurité |
| **12 31** | **12 02 11** | **81211000** | **042.001** | Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions |
| **12 31** | **12 04 11** | **81211000** | **042.003** | Mesures pour le développement de marchés publics durables |

  Les crédits sollicités sont destinés à couvrir les besoins du Département de la gestion immobilière dans les principaux domaines suivants :

  - Dépenses de fonctionnement en relation avec la location ou la propriété de biens immobiliers : fournitures d'énergies (eau, gaz, électricité, etc.), frais de téléphonie, assurances, contrôles légaux d'inspection et de conformité, déménagements ;

- Entretien (maintenance et réparation) des bâtiments administratifs de la Région wallonne : entretien récurrent (maintenance et petites réparations pour HVAC, ascenseurs, extincteurs, détection incendie, détection intrusion, portes sectionnelles etc.) ainsi qu'aux prestations de services et fournitures de biens résultant de dépannages urgents et divers entretiens imprévus (petits travaux de rénovation, de réfection, de réparation, de mise en peinture, etc.) ;

- Fournitures destinées aux travaux effectués par le département : petites quincaillerie, peinture, pièces sanitaires, pièces électricités etc ;

- Dépenses courantes de nettoyage, d'entretien et de sécurité : contrats de services d'entretien sanitaire, gardiennage, évacuation des déchets, entretien des abords, etc ;

- frais d'études, de documentation, de publications, d'expertises relatives à l'architecture et aux implantations, ainsi que les mesures pour le développement de marchés publics durables (mission de facilitateur à l'implémentation du CCTB et pour le support et la maintenance du CCTB.

En ce qui concerne les frais énergétiques (gaz, électricité, mazout de chauffage, etc) financés par le Département de la Gestion immobilière, il pourra être fait appel à la provision « surcoûts énergie » logée au programme 10.028 et dotée de 28.000 milliers d'euros.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 472 | 472 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 15.631 | 15.631 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **16.103** | **16.103** | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.05.12 – 001.129 (Nouveau) Loyers des biens immobiliers pris en location**
(Code SEC : 12.12)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **21.750** milliers EUR
  Liquidation : **21.386** milliers EUR

  Ces crédits sont destinés à couvrir les loyers et charges locatives diverses y associées.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 728 | 0 | 1.092 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 21.750 | 21.386 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **22.478** | **21.386** | **1.092** | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée

**A.B. 12.06.50 – 001.109 (Nouveau) Taxes pour les véhicules du SPW**
(Code SEC: 12.50)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Législation fiscale en matière de taxes de mise en circulation et de taxes de circulation.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **360** milliers EUR
  Liquidation : **360** milliers EUR

- Ce crédit est destiné à couvrir les taxes de circulation à payer pour tous les véhicules du SPW ainsi que la taxe kilométrique pour les camions.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 360 | 360 | | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **360** | **360** | | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.07.50 – 001.110 (Nouveau) Précompte immobilier et taxes diverses en lien avec les bâtiments à la charge du Département de la Gestion immobilière**
(Code SEC : 12.50)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Législation fiscale en matière de précompte immobilier et de taxes diverses liées.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **500** milliers EUR
  Liquidation : **500** milliers EUR

  Ces crédits sont destinés à couvrir les précomptes immobiliers et taxes diverses à charge du Département de la Gestion immobilière.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 500 | 500 | | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **500** | **500** | | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée

**A.B. 21.01.40 – 001.111 (Nouveau) Intérêts de retard liés à la gestion immobilière**
(Code SEC : 21.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **1** millier EUR
  Liquidation : **1** millier EUR

  Ces crédits sont destinés à couvrir les éventuels intérêts de retard. Le cas échéant, une réallocation budgétaire sera effectuée au cours de l'exercice afin d'alimenter à hauteur nécessaire ce domaine fonctionnel.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 1 | 1 | | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **1** | **1** | | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée

**A.B. 21.02.10 – 001.133 (Nouveau) Interventions résultant des opérations de promotion (paiement des intérêts)**
(Code SEC : 21.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **2** milliers EUR
  Liquidation : **2** milliers EUR

- Ce crédit concerne le bâtiment "Vitrine de Wallonie" sis Rue du Marché aux Herbes, 25-27 à 1000 BRUXELLES. Il est destiné à la prise en charge des annuités résultant des opérations de promotion (intérêts). Le montant est calculé sur base du tableau d'amortissement.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 2 | 2 | | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **2** | **2** | | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée

**A.B. 32.01.00 – 001.122 (Nouveau) Amendes de retard – Contrôles Techniques pour tous les véhicules du SPW**
(Code SEC: 32.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **20** milliers EUR
  Liquidation : **20** milliers EUR

  Ce crédit est destiné à couvrir les amendes de retard liées au contrôle technique pour les véhicules du SPW.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 20 | 20 | | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **20** | **20** | | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 71.01.31 – 001.130 (Nouveau) Achat de bâtiments, à l'intérieur du secteur des administrations publiques**
(Code SEC : 71.31)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel est destiné à l'acquisition de bâtiments. Dans l'éventualité où une telle acquisition, nécessaire à assurer le bon fonctionnement et la continuité du service de l'Entité, devait être effectuée, une réallocation en cours d'exercice serait réalisée afin d'alimenter ce domaine fonctionnel.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **0** | **0** | | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée ;

**A.B. 71.02.32 – 001.131 (Nouveau) Achat de bâtiments dans d'autres secteurs que le secteur des administrations publiques**
(Code SEC : 71.32)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **0** millier EUR
  Liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel est destiné à l'acquisition de bâtiments. Dans l'éventualité où une telle acquisition, nécessaire à assurer le bon fonctionnement et la continuité du service de l'Entité, devait être effectuée, une réallocation en cours d'exercice serait réalisée afin d'alimenter ce domaine fonctionnel.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **0** | **0** | | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 72.01.00 – 001.112 (Nouveau) Travaux d'aménagement, de construction et de rénovation effectués dans les bâtiments administratifs de la Région wallonne**
(Code SEC : 72.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **17.898** milliers EUR
  Liquidation : **21.095** milliers EUR

Cette nouvelle adresse budgétaire regroupe, pour le Département de la Gestion immobilière, les AB suivants du programme 12.31 proposé à la suppression :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **11 31** | **72 01 00** | **87200000** | **042.006** | Travaux d'aménagement effectués dans les bâtiments administratifs de la Région wallonne |
| **11 31** | **72 03 00** | **87200000** | **042.007** | Achat de terrains et bâtiments, construction et rénovation de bâtiments nouvellement acquis |
| **11 31** | **72 07 00** | **87200000** | **042.009** | Mesures pour le développement durable |

Ce crédit est destiné à couvrir des travaux d'aménagement, de rénovation et de construction effectués dans les bâtiments administratifs de la Région wallonne, dont les chantiers prioritaires pour 2023 sont les suivants :

- Travaux de 1ère installation – Mons (RENOUV'O)
- Travaux de 1ère installation – Namur (AXS)
- Dépenses de sécurité (notamment Remplacement d'ascenseurs sur implantations
- Malmédy – travaux d'installation
- Bâtiment de la Place de la Wallonie (PLAWA) – travaux de rénovation
- Bâtiment du Boulevard du Nord (Cap Nord) – travaux de rénovation

Il a été tenu compte de la hausse des prix du secteur de la construction durant toute l'année 2022.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 6.579 | 6.579 | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 17.898 | 14.516 | 3.382 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **24.477** | **21.095** | **3.382** | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 74.01.10 – 001.113 (Nouveau) Provision : Acquisition de véhicules**
(Code SEC : 74.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **5.151** milliers EUR
  Liquidation : **5.660** milliers EUR

Ce crédit est destiné à l'acquisition des véhicules du SPW (véhicules de service, véhicules de fonction, remorques, camionnettes, camions, tracteurs, grues …) et à l'aménagement de ceux-ci.

La situation budgétaire actuelle de la Région wallonne exige une remise à plat des besoins et des ressources disponibles afin de trouver un équilibre entre le niveau de capacité opérationnel souhaité par les différents SPW et les ressources disponibles, que ce soit au niveau financier ou humain.

Une analyse est en cours afin de dégager des pistes d'amélioration de la gestion de la flotte et ce faisant, de réduire la charge financière pour la Région tout en améliorant le parc de véhicules dans un contexte de verdissement de la flotte, d'augmentation sensible du coût des carburants et de nouvelles possibilités de mise à disposition de véhicules (leasing opérationnel par exemple).

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 4.000 | 3.000 | 1.000 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 5.151 | 2.660 | 2.491 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **9.151** | **5.660** | **3.491** | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 74.04.22 – 001.114 (Nouveau) Provision : Acquisition de biens meubles durables et patrimoniaux**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **6.551** milliers EUR
  Liquidation : **7.783** milliers EUR

  Ce crédit est notamment destiné à couvrir les dépenses relatives à :

  - Achat du mobilier de bureau, de matériel et de machines (plieuse-inséreuse, presse, assembleuse, matériel audio/vidéo, …) ;
  - Aménagement spécifique d'accueil, salles de réunion, salle audio-visuel, salle de formation, compactus, etc ;
  - Achat et placement de stores ;
  - Achat de biens meubles patrimoniaux en rapport avec les compétences de chaque SPW (outillage, etc) ;
  - Etc.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 1.232 | 1.232 | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 6.551 | 6.551 | | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **7.783** | **7.783** | | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 74.05.22 – 001.115 (Nouveau) Achat de matériel et outillage spécifique aux travaux effectués par le département de la gestion immobilière**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit proposé : Engagement : **20** milliers EUR
  Liquidation : **20** milliers EUR

  Ces crédits sont destinés aux achats de matériel et outillage spécifiques aux travaux effectués par le Département de la Gestion immobilière.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 20 | 20 | | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **20** | **20** | | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 91.01.10 – 001.132 (Nouveau) Interventions résultant des opérations de promotion (remboursement de capital)**
(Code SEC : 91.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Décret budgétaire
  - Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services

- Montant du crédit proposé : Engagement : **490** milliers EUR
  Liquidation : **490** milliers EUR

  Ce crédit est destiné à la prise en charge des annuités relatives au bâtiment "Vitrine de Wallonie" sis Rue du Marché aux Herbes, 25-27 à 1000 BRUXELLES.

  Le montant en engagement et en liquidation est fixé sur base du tableau d'amortissement.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 490 | 490 | | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | **490** | **490** | | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## DIVISION ORGANIQUE 11 : SUPPORT : PERSONNEL, AFFAIRES JURIDIQUES, GESTION MOBILIERE ET IMMOBILIERE

### (A SUPPRIMER) PROGRAMME 11.031 (EX 11.02) : GESTION DU PERSONNEL

| Moyens budgétaires | Tit. | D.O. | Prog. | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE CL DP | R I E P | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(A supprimer)** Achat de biens meubles durables - Frais de fonctionnement des Receveurs régionaux | I | 11 | 02 | 11.031 | 12 08 11 | 81211000 | 031.022 | CE/CL | | - | - | - | - |
| **Total** | | | | | | | | | | **-** | **-** | **-** | **-** |

**Légende :**
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes ; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2022 : moyens d'engagement de l'exercice 2022
MA 2023 : moyens d'engagement prévus au budget 2023
MP 2022 : moyens de paiement de l'exercice 2022
MP 2023 : moyens de paiement prévus au budget 2023

### OBJECTIFS DU PROGRAMME

Le présent programme relatif au programme fonctionnel du Département des Affaires générales vise à rencontrer les objectifs des directions de l'Administration du Personnel et de la Gestion pécuniaire :

### COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

**A.B. 12.08.11 – 031.022 (A supprimer) Frais de fonctionnement des Receveurs régionaux**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés.
  - Dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.
- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR
- Les crédits nécessaires sont maintenant inscrits au sein du Département de la Gestion mobilière.
- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## DIVISION ORGANIQUE 12 – DIGITAL

### (A SUPPRIMER) - PROGRAMME 12.001 (EX 12.01) : FONCTIONNEL

| Moyens budgétaires | Tit. | D.O. | Prog. | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE CL DP | R I E P | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(A supprimer)** Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives, …) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - Département de la Gestion mobilière | I | 12 | 01 | 001 | 12.02.11 | 81211000 | 001.082 | CE/CL | | 10 | - | 10 | - |
| **(A supprimer)** Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives, …) - Département de la Gestion immobilière | I | 12 | 01 | 001 | 12.14.11 | 81211000 | 001.086 | CE/CL | | 150 | - | 150 | - |
| **(A supprimer)** Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenance évolutives, …) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - Département de la Gestion immobilière | II | 12 | 01 | 001 | 74.02.22 | 87422000 | 001.087 | CE/CL | | 150 | - | 150 | - |
| **(A supprimer)** Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - Projets du Département de la Gestion mobilière - ex-PRG 12.01 | II | 12 | 01 | 001 | 74.03.22 | 87422000 | 001.022 | CE/CL | | 300 | - | 600 | - |
| **Total** | | | | | | | | | | **610** | **-** | **910** | **-** |

**Légende :**
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes ; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2022 : moyens d'engagement de l'exercice 2022
MA 2023 : moyens d'engagement prévus au budget 2023
MP 2022 : moyens de paiement de l'exercice 2022
MP 2023 : moyens de paiement prévus au budget 2023

## OBJECTIFS DU PROGRAMME

Suite au projet Connexion et à l'absorption par le SG de trois entités de l'ex-BLTIC, une refonte complète du programme budgétaire a été proposée pour correspondre à la nouvelle structure du SG à savoir :

- DO 10 : Secrétariat Général et ses entités stratégiques **telles que les dépenses informatiques ;**
- DO 11 : Support avec ses entités RH, Support à la fonction publique régionale, Communication, Gestion mobilière et Gestion Immobilière ;
- DO 12 : Digital avec le regroupement des entités.

Les domaines fonctionnels du programme 12.001 « Fonctionnel » sont donc supprimés de la DO 12 pour être transférés au sein de la DO 10 – Programme 10.001 avec les autres domaines fonctionnels liés à l'informatique du Secrétariat Général.

## COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

**A.B. 12.02.11 - 001.082 (A supprimer) Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives, …) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - Département de la Gestion mobilière**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 10 suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits (en milliers d'euros) :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.14.11 - 001.086 (A supprimer) Dépenses informatiques courantes spécifiques (consommables, licences à moins d'un an, maintenances non évolutives, …) - Département de la Gestion immobilière**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 10 suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée

**A.B. 74.02.22 - 001.087 (A supprimer) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenance évolutives, …) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - Département de la Gestion immobilière**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 10 suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée

**A.B. 74.03.22 - 001.022 (A supprimer) Dépenses informatiques d'investissement (acquisitions de biens matériels informatiques, licences à plus d'un an, développements d'applications, maintenances évolutives, ...) dans le cadre de projets informatiques spécifiques - Projets du Département de la Gestion mobilière**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 10 suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## (A SUPPRIMER) PROGRAMME 12.027 (EX 10.07) : GEOMATIQUE

| Moyens budgétaires | Tit. | D.O. | Prog. | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE CL DP | R I E P | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(A supprimer)** Achat de biens meubles durables spécifiques au programme | I | 10 | 07 | 12.027 | 74 01 22 | 87422000 | 027.006 | CE/CL | | - | - | - | - |
| **Total** | | | | | | | | | | **-** | **-** | **-** | **-** |

**Légende :**
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes ; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2022 : moyens d'engagement de l'exercice 2022
MA 2023 : moyens d'engagement prévus au budget 2023
MP 2022 : moyens de paiement de l'exercice 2022
MP 2023 : moyens de paiement prévus au budget 2023

### OBJECTIFS DU PROGRAMME

Suite au projet Connexion et à l'absorption par le SG de trois entités de l'ex-BLTIC, une refonte complète du programme budgétaire a été proposée pour correspondre à la nouvelle structure du Secrétariat général.

Le programme 10.027 « Géomatique » est supprimé de la DO 10 pour être transféré au sein de la DO 12 (Programme 12.027).

### COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

**A.B 74.01.22 – 027.006 – (A supprimer) Achat de biens meubles durables spécifiques au programme**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## (A SUPPRIMER) - PROGRAMME 12.040 (EX 12.22) : EQUIPEMENTS ET FOURNITURES

| Moyens budgétaires | Tit. | D.O | Prog. | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE/ CL/ DP | R I E P | En milliers EUR | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(A supprimer)** Achat de biens meubles non patrimoniaux (en ce compris les équipements de protection et de travail, uniformes) – frais de fonctionnement des biens meubles patrimoniaux et non patrimoniaux (réparation, entretien, location, abonnement au réseau de télécommunication A.S.T.R.I.D, transactions Bancontact, blanchisserie). | I | 12 | 22 | 040 | 12.01.11 | 81211000 | 040.001 | CE/CL | | 3.844 | - | 3.884 | - |
| **(A supprimer)** Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunion, frais de publication | I | 12 | 22 | 040 | 12.02.11 | 81211000 | 040.002 | CE/CL | | 118 | - | 104 | - |
| **(A supprimer)** Achat de biens meubles non durables et prestations de services – Fournitures de bureau | I | 12 | 22 | 040 | 12.03.11 | 81211000 | 040.003 | CE/CL | | 3.378 | - | 1.715 | - |
| **(A supprimer)** Provision : véhicules – équipement, entretien, réparation, assurance et carburant | I | 12 | 22 | 040 | 12.04.11 | 81211000 | 040.004 | CE/CL | | 17.291 | - | 12.420 | - |
| **(A supprimer)** Achats de biens meubles non durables et prestations de services - Cafétérias, catering, poste, entretien sanitaires… | I | 12 | 22 | 040 | 12.09.11 | 81211000 | 040.007 | CE/CL | | 6.695 | - | 6.411 | - |
| **(A supprimer)** Provision : acquisition de biens meubles durables et patrimoniaux | II | 12 | 22 | 040 | 74.01.22 | 87422000 | 040.009 | CE/CL | | 9.609 | - | 7.783 | - |
| **(A supprimer)** Provision : acquisition de véhicules | II | 12 | 22 | 040 | 74.04.10 | 87410000 | 040.012 | CE/CL | | 12.281 | - | 7.991 | - |
| **Total** | | | | | | | | | | **53.216** | **-** | **40.308** | **-** |

**Légende :**
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes ; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires

R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2022 : moyens d'engagement de l'exercice 2022
MA 2023 : moyens d'engagement prévus au budget 2023
MP 2022 : moyens de paiement de l'exercice 2022
MP 2023 : moyens de paiement prévus au budget 2023

## OBJECTIFS DU PROGRAMME

Suite au projet Connexion et à l'absorption par le SG de trois entités de l'ex-BLTIC, une refonte complète du programme budgétaire a été proposée pour correspondre à la nouvelle structure du SG à savoir :

DO 10 : Secrétariat Général et ses entités stratégiques
DO 11 : Support avec ses entités RH, Support à la fonction publique régionale, Communication, Gestion mobilière et Gestion Immobilière
DO 12 : Digital avec le regroupement des entités

Pour concrétiser les opérations, le programme 12.040 « Equipements et Fournitures » est donc supprimé de la DO 12 pour être transféré au sein de la DO 11 – Programme fonctionnel 11.001.

Les crédits inscrits à ce programme concernent essentiellement les frais de l'ensemble du SPW en matière de :

- vêtements de travail et d'équipement de protection individuelle,
- fournitures de bureau, petit matériel de bureau, papeterie, cachets et entretien des multifonctions ;
- acquisition de biens meubles non patrimoniaux (machines, outillage, matériel divers)
- cafétérias, catering, poste, entretien sanitaire ;
- acquisition de biens meubles patrimoniaux (machines, matériel, mobilier divers)
- fonctionnement et d'investissement relatifs aux véhicules.

## COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

**A.B. 12.01.11 - 040.001 – (A supprimer) Achat de biens meubles non patrimoniaux (en ce compris les équipements de protection et de travail, uniformes) – frais de fonctionnement des biens meubles patrimoniaux et non patrimoniaux (réparation, entretien, location, abonnement au réseau de télécommunication A.S.T.R.I.D, transactions Bancontact, blanchisserie)**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.02.11 - 040.002 (A supprimer) Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunion, frais de publication**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.03.11 - 040.003 (A supprimer) Achat de biens meubles non durables et prestations de services - Fournitures de bureau**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.04.11 - 040.004 - (A supprimer) Provision : Véhicules – équipement, entretien, réparation, assurance et carburant**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.09.11 - 040.007 (A supprimer) Achats de biens meubles non durables et prestations de services - Cafétérias, catering, poste, entretien sanitaires, …**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 74.01.22 - 040.009 (A supprimer) Provision : Acquisition de biens meubles durables et patrimoniaux**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 74.04.10 - 040.012 - (A supprimer) Provision : Acquisition de véhicules**
(Code SEC : 74.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## (A SUPPRIMER) PROGRAMME 12.041 (EX 12.23) : GESTION IMMOBILIERE ET BATIMENTS

| Moyens budgétaires | Tit | D.O. | Prog | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE CL DP | R I E P | (En milliers EUR) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(A supprimer)** Précompte immobilier et taxes diverses en lien avec les bâtiments à la charge du Département de la Gestion immobilière | I | 12 | 23 | 041 | 12.04.12 | 81212000 | 041.001 | CE/CL | | 0 | - | 0 | - |
| **(A supprimer)** Loyers des biens immobiliers pris en location, en ce compris les charges et sorties locatives, ainsi que les honoraires y relatifs | I | 12 | 23 | 041 | 12.04.12 | 81212000 | 041.001 | CE/CL | | 21.000 | - | 21.000 | - |
| **(A supprimer)** Dépenses de fonctionnement et taxes en relation avec la location ou la propriété de biens immobiliers | I | 12 | 23 | 041 | 12.05.11 | 81211000 | 041.002 | CE/CL | | 6.000 | - | 6.000 | - |
| **(A supprimer)** Contrôles légaux | I | 12 | 23 | 041 | 12.06.11 | 81211000 | 041.003 | CE/CL | | 170 | - | 150 | - |
| **(A supprimer)** Déménagements | I | 12 | 23 | 041 | 12.07.11 | 81211000 | 041.004 | CE/CL | | 631 | - | 631 | - |
| **(A supprimer)** Entretien (maintenance et réparation) des bâtiments administratifs de la Région wallonne | I | 12 | 23 | 041 | 12.08.11 | 81211000 | 041.005 | CE/CL | | 2.885 | - | 3.335 | - |
| **(A supprimer)** Fournitures destinées aux travaux effectués par la Gestion immobilière | I | 12 | 23 | 041 | 12.09.11 | 81211000 | 041.006 | CE/CL | | 280 | - | 280 | - |
| **(A supprimer)** Etudes liées à la fourniture d'énergie | I | 12 | 23 | 041 | 12.10.11 | 81211000 | 041.007 | CE/CL | | 10 | - | 10 | - |
| **(A supprimer)** Achat de biens meubles non durables et prestations de services - Fournitures de bureau | I | 12 | 23 | 041 | 12.11.11 | 81211000 | 041.011 | CE/CL | | 10 | - | 10 | - |
| **(A supprimer)** Dépenses courantes de nettoyage, d'entretien et de sécurité | I | 12 | 23 | 041 | 12.12.11 | 81211000 | 041.008 | CE/CL | | 6.470 | - | 6.470 | - |
| **(A supprimer)** Achat de biens meubles durables destinés à l'aménagement des bâtiments occupés par la Région wallonne | II | 12 | 23 | 041 | 74.01.22 | 87422000 | 041.010 | CE/CL | | 0 | - | 0 | - |
| **(A supprimer)** Achat de matériel et outillage spécifique aux travaux du Département de la Gestion immobilière | II | 12 | 23 | 041 | 74.03.22 | 87422000 | 041.014 | CE/CL | | 20 | - | 20 | - |
| **(A supprimer)** Avance récupérable en faveur d'UAP | II | 12 | 23 | 041 | 85.01.71 | 88571000 | 041.015 | CE/CL | | 0 | - | 0 | - |
| **Total** | | | | | | | | | | **37.476** | **-** | **37.906** | **-** |

**Légende :**
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes ; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2022 : moyens d'engagement de l'exercice 2022
MA 2023 : moyens d'engagement prévus au budget 2023
MP 2022 : moyens de paiement de l'exercice 2022
MP 2023 : moyens de paiement prévus au budget 2023

## OBJECTIFS DU PROGRAMME

Suite au projet Connexion et à l'absorption par le SG de trois entités de l'ex-BLTIC, une refonte complète du programme budgétaire a été proposée pour correspondre à la nouvelle structure du SG à savoir :

DO 10 : Secrétariat Général et ses entités stratégiques
DO 11 : Support avec ses entités RH, Support à la fonction publique régionale, Communication, Gestion mobilière et Gestion Immobilière
DO 12 : Digital avec le regroupement des entités

Pour concrétiser les opérations, le programme 12.041 « Gestion immobilière et bâtiments » est donc supprimé de la DO 12 pour être transféré au sein de la DO 11 – Programme 11.001 Fonctionnel.

Ce programme sert à payer des frais relatifs à l'occupation des immeubles de la Région wallonne, y compris l'achat de biens meubles destinés à l'aménagement des bâtiments qu'elle occupe.

## COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

**A.B. 12.01.50 - 041.016 – (A supprimer) Précompte immobilier et taxes diverses en lien avec les bâtiments à la charge du Département de la Gestion immobilière**
(Code SEC : 12.50)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.04.12 - 041.001 (A supprimer) Loyers des biens immobiliers pris en location, en ce compris les charges et sorties locatives, ainsi que les honoraires y relatifs**
(Code SEC : 12.12)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.05.11 - 041.002 (A supprimer) Dépenses de fonctionnement et taxes en relation avec la location ou la propriété de biens immobiliers**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.06.11 - (A supprimer) 041.003 Contrôles légaux**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.07.11 - 041.004 (A supprimer) Déménagements**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.08.11 - 041.005 (A supprimer) Entretien (maintenance et réparation) des bâtiments administratifs de la Région wallonne**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.09.11 - 041.006 (A supprimer) Fournitures destinées aux travaux effectués par la Gestion immobilière**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.10.11 - 041.007 (A supprimer) Etudes liées à la fourniture d'énergie**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.11.11 - 041.011 (A supprimer) Achat de biens meubles non durables et prestations de services - Fournitures de bureau**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.12.11 - 041.008 (A supprimer) Dépenses courantes de nettoyage, d'entretien et de sécurité**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 74.01.22 - 041.010 - (A supprimer) Achat de biens meubles durables destinés à l'aménagement des bâtiments occupés par la Région wallonne**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 74.03.22 - 041.014 (A supprimer) Achat de matériel et outillage spécifique aux travaux effectués par le département de la gestion immobilière**
(Code SEC : 74.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 85.01.71 - 041.015 (A supprimer) Avance récupérable en faveur d'UAP**
(Code SEC : 85.71)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

## (A SUPPRIMER) - PROGRAMME 12.042 (EX 12.31) : IMPLANTATION IMMOBILIERE

| Moyens budgétaires | Tit | D.O. | Prog | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE CL DP | R I E P | (En milliers EUR) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MA | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(A supprimer)** Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions | I | 12 | 31 | 042 | 12.02.11 | 81211000 | 042.001 | CE/CL | | 331 | - | 331 | - |
| **(A supprimer)** Audits Energétiques (dont Plan Air-Climat) | I | 12 | 31 | 042 | 12.03.11 | 81211000 | 042.002 | CE/CL | | 0 | - | 0 | - |
| **(A supprimer)** Mesures pour le développement de marchés publics durables | I | 12 | 31 | 042 | 12.04.11 | 81211000 | 042.003 | CE/CL | | 145 | - | 194 | - |
| **(A supprimer)** Interventions résultant des opérations de promotion (paiement des intérêts) | I | 12 | 31 | 042 | 21.01.50 | 82150000 | 042.004 | CE/CL | | 3 | - | 3 | - |
| **(A supprimer)** Intérêt de retard | I | 12 | 31 | 042 | 21.02.40 | 82140000 | 042.044 | CE/CL | | 0 | - | 0 | - |
| **(A supprimer)** Subvention à Immowal dans le cadre du Plan wallon d'investissements | I | 12 | 31 | 042 | 41.01.40 | 84140000 | 042.005 | CE/CL | | 0 | - | 0 | - |
| **(A supprimer)** Achat de bâtiments, à l'intérieur du secteur des administrations publiques | II | 12 | 31 | 042 | 71.01.31 | 87131000 | 042.043 | CE/CL | | 0 | - | 0 | - |
| **(A supprimer)** Travaux d'aménagement effectués dans les bâtiments administratifs de la Région wallonne | II | 12 | 31 | 042 | 72.01.00 | 87200000 | 042.006 | CE/CL | | 21.527 | - | 16.537 | - |
| **(A supprimer)** Achat de terrains et bâtiments, construction et rénovation de bâtiments nouvellement acquis | II | 12 | 31 | 042 | 72.03.00 | 87200000 | 042.007 | CE/CL | | 3.000 | - | 3.000 | - |
| **(A supprimer)** Mesures pour le développement durable | II | 12 | 31 | 042 | 72.07.00 | 87200000 | 042.009 | CE/CL | | 4.623 | - | 2.670 | - |
| **(A supprimer)** Interventions résultant des opérations de promotion (remboursement de capital) | II | 12 | 31 | 042 | 91.01.10 | 89110000 | 042.010 | CE/CL | | 488 | - | 488 | - |
| **Total** | | | | | | | | | | **30.117** | **-** | **23.223** | **-** |

**Légende :**
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes ; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2022 : moyens d'engagement de l'exercice 2022
MA 2023 : moyens d'engagement prévus au budget 2023
MP 2022 : moyens de paiement de l'exercice 2022
MP 2023 : moyens de paiement prévus au budget 2023

## OBJECTIFS DU PROGRAMME

Suite au projet Connexion et à l'absorption par le SG de trois entités de l'ex-BLTIC, une refonte complète du programme budgétaire a été proposée pour correspondre à la nouvelle structure du SG à savoir :

DO 10 : Secrétariat Général et ses entités stratégiques
DO 11 : Support avec ses entités RH, Support à la fonction publique régionale, Communication, Gestion mobilière et Gestion Immobilière
DO 12 : Digital avec le regroupement des entités

Pour concrétiser les opérations, le programme 12.042 « Implantation immobilière » est donc supprimé de la DO 12 pour être transféré au sein de la DO 11 – Programme 11.001 Fonctionnel.

Ce programme permet d'assurer principalement l'implantation des SPW par la construction de nouveaux bâtiments ou par l'aménagement de bâtiments existants.

## COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

**A.B. 12.02.11 - 042.001 (A supprimer) Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A**.B. 12.03.11 - 042.002 (A supprimer) Audits Energétiques (dont Plan Air-Climat)**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 12.04.11 - 042.003 (A supprimer) Mesures pour le développement de marchés publics durables**
(Code SEC : 12.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 21.01.50 - 042.004 (A supprimer) Interventions résultant des opérations de promotion (paiement des intérêts)**
(Code SEC : 21.50)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 21.02.40 - 042.044 (A supprimer) Intérêt de retard**
(Code SEC : 21.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 41.01.40 - 042.005 - (A supprimer) Subvention à Immowal dans le cadre du Plan wallon d'investissements**
(Code SEC : 41.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 71.01.31 - 042.043 (A supprimer) Achat de bâtiments, à l'intérieur du secteur des administrations publiques**
(Code SEC : 71.31)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 72.01.00 - 042.006 (A supprimer) Travaux d'aménagement effectués dans les bâtiments administratifs de la Région wallonne**
(Code SEC : 72.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 72.03.00 - 042.007 (A supprimer) Achat de terrains et bâtiments, construction et rénovation de bâtiments nouvellement acquis**
(Code SEC : 72.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 72.07.00 - 042.009 (A supprimer) Mesures pour le développement durable**
(Code SEC : 72.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**A.B. 91.01.10 - 042.010 (A supprimer) Interventions résultant des opérations de promotion (remboursement de capital)**
(Code SEC : 91.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

  Ce domaine fonctionnel passe de la division organique 12 à la division organique 11 (programme fonctionnel 11.001) suite à la refonte des services du SG et des SPW Support et Digital.

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

**(A SUPPRIMER) - PROGRAMME 12.043 (EX 12.50) : FONDS BUDGETAIRE – FONDS DE GESTION ENERGETIQUE IMMOBILIERE**

| Moyens budgétaires | Tit. | DO | Prg | Prog. WBFIN | A.B. | Compte budgétaire | Domaine fonctionnel | CE/CL | R I E P | (En milliers EUR) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | MA | | MP | |
| | | | | | | | | | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| **(A supprimer)** Fonds budgétaire : Fonds de gestion énergétique immobilière | I | 11 | 50 | 043 | 01.01.00 | 80100001 | 043.001 | CE/CL | | 30 | - | 30 | - |
| *Solde au 1er janvier*<br>*Recettes de l'année en cours*<br>*Disponible pour l'année*<br>*Dépenses à charge du Fonds*<br>*Solde du fonds budgétaire au 31 décembre* | | | | | | | | | | | | | |

**Légende :**
Moyens budgétaires : libellés des articles
Tit : I=dépenses courantes ; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
Prog. WBFIN : (3 premières positions du domaine fonctionnel repris dans le tableau des dépenses repris en annexe)
A.B. : codes économiques (2erSEC, n° d'ordre, 3et4SEC)
Compte budgétaire : (8Code sec000) code affiché dans le tableau des dépenses annexé
Domaine fonctionnel : affiché dans le tableau des dépenses annexé
CE/CL/DP : crédits d'engagement, crédits de liquidation, dépenses prévisionnelles à charge des fonds budgétaires
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un para régional
MA 2022 : moyens d'engagement de l'exercice 2022
MA 2023 : moyens d'engagement prévus au budget 2023
MP 2022 : moyens de paiement de l'exercice 2022
MP 2023 : moyens de paiement prévus au budget 2023

## OBJECTIFS DU PROGRAMME

Dans le cadre de la gestion des bâtiments confiée au SPW sont étudiés et investis des projets générateurs d'économies d'énergie, qui outre la diminution de coûts de chauffage ou d'électricité, peuvent générer quelques recettes (revente d'électricité, certificats verts, …). Les recettes et dépenses sont réintégrées dans les crédits classiques.

## COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

**A.B. 01.01.00 - 043.001 (A supprimer) Fonds budgétaire : Fonds de gestion énergétique immobilière**
(Code SEC : 01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Montant du crédit proposé : - engagement : **0** millier EUR
  - liquidation : **0** millier EUR

- Dévolution des crédits, en milliers EUR :

| Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Exercices ultérieurs |
| Encours <2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Liquidation trésorerie : non réglementée.